

L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi



Cinquième année
N° 183 -
Vendredi
9 avril 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F

MICHEL ROGARD :

PREPARONS

LES

ETATS

GENERAUX



Dans ce numéro de "Vendredi", quatre pages sont consacrées à la publication de votre courrier. Toutes les lettres, reçues cette semaine, possèdent la même tonalité : franches jusqu'à être rugueuses, déterminées et confiantes dans l'avenir des valeurs de la gauche. Nous continuerons, chaque semaine d'en publier le plus grand nombre possible. Ecrivez-nous, parlez-nous, parlons-nous.

R RIEN N'EST PERDU

Autour de moi, c'est l'arrogance des gagnants ou le découragement de ceux croyant avoir perdu définitivement.

Ma première réaction est de leur dire que rien n'est jamais perdu. Que perdre des élections ne signifie pas abandonner la valeur de la cause pour laquelle on se bat, son identité d'homme de gauche et de progrès et la confiance en une autre solution de rechange dictée par les faits et pas mal de contradictions en plus. Savoir aussi que le PS, avec 6.459.723, voix fait mieux que chacun des deux grands partis de l'opposition. Le PS est donc encore le plus grand parti dans notre pays.

Les résultats, donnés dans "Vendredi", des vingt candidats battus ayant obtenu les plus faibles écarts en pourcentage des suffrages exprimés sont un tableau plus vrai et relatif de l'échec. L'idéal est de faire 50% plus une voix mais, quand on s'approche des 50%, tous les espoirs sont permis pour le troisième tour. Surtout si on sait que, d'ici à septembre 1995, il y aura cinq échéances électorales !

Pour nous faire perdre un peu plus la piste dans la jungle, pardon, la brousse, survient la course des éléphants. Certains ont chargé, d'autres n'ont pas su se servir de leurs défenses. N'en doutons pas, le troupeau d'éléphants se reformera avec l'un d'eux en tête de file. Cela s'est toujours passé ainsi. Les éléphanteaux aussi suivent le pas et l'allure de leurs aînés.

Par nature, les éléphanteaux ont besoin d'autres membres du troupeau. Dans la société, c'est la même chose pour les enfants, pour nos enfants. C'est ici que je voudrais faire une remarque au sujet de la campagne passée. C'est avec le passé qu'on construit l'avenir.

En effet, il m'a semblé que la plupart des arguments exposés avaient oublié le sort des enfants. Bien sûr, on a parlé de l'éducation, de l'école, de la femme au foyer devant s'occuper de ses enfants mais, de façon plus globale, comme enjeu engageant l'avenir, peu a été dit à ce sujet.

Et pourtant qui, parmi nous, ne connaît la charge affective, la priorité des soucis, l'espoir de chacun dans l'avenir de son propre enfant, les sacrifices que nous sommes prêts à faire ? Bref, pour beaucoup, tout ce qui fait notre raison d'être, notre motivation de chaque jour, notre acceptation de supporter même des souffrances.

Ce parent, électeur en principe, ne serait certainement pas insensible à l'intérêt que tout parti, tout candidat, porterait à ses enfants, au-delà de l'idée de jeunes qui est souvent prise comme une tranche d'âge, comme on dirait les vieux... Les jeunes sont malheureusement presque devenus une catégorie sociale en soi. L'enfant a besoin de ses parents, de la société et des hommes politiques.

Sachant tout cela, peut-être serait-il bon d'y penser lorsque nous préparons le troisième tour. Une élection peut se gagner à peu de chose :

BERNARD SABROU
Pontault-Combault (77).

C OMBATIF

Je suis déçu. Je suis déçu de la défaite des socialistes. Vous vous demanderez certainement comment quelqu'un d'autre qu'un élu socialiste peut être marqué par cette claque monumentale. En effet, depuis déjà quelque temps, la droite, les droites et les médias annonçaient l'avis de décès du PS, tous les soirs. Tous les journaux le proclamaient haut et fort pour que tout le monde s'y résigne. Finalement, les Français ont trouvé cette mort naturelle et même, à force de la prédire, normale. Mais qui d'autre que les pompes funèbres et les nazillons peut se réjouir de la mort de quelqu'un ?

C'est pourquoi, profitant de l'occasion, quelques messieurs des droites sont venus colporter la "bonne" nouvelle, pour, au passage, vendre leurs programmes pour quelques voix de gens désabusés, perdus, conditionnés. L'avis de décès annonçait ceci : "Le socialisme est mort, votez pour nous." Et, en plus petit, en bas. "Nous irons creuser leurs tombes." Ces tombes portent les noms : éducation, écologie, avancées sociales, Europe et beaucoup d'autres.

Les trous ont vite été creusés pour que personne ne s'en aperçoive ni ne s'en émeuve, choqué par cette mort. Mais attention, messieurs les croquemorts, ne rebouchez pas trop vite les trous, le socialisme en France n'est pas mort. Le renouveau arrive, un souffle aussi puissant qu'en 1981 pourrait bien vous faire tomber dans les trous que vous avez creusés pour nous. Nous retrouverons l'espoir, l'espoir qui fait vivre, nous retrouverons la confiance, la confiance qui fait gagner. Les socialistes sont dès à présent tournés vers l'avenir, ils sont combattifs, volontaires, et savent analyser leurs défaites.

Je suis socialiste, confiant, combatif, volontaire et, surtout, rempli d'espoir.

FREDERIC LE MAZEAU
Plougrescant (22).

M ILITANTS...

Nous devons avant tout redonner la parole aux militants qui, depuis trop longtemps, ont été écoutés sans être entendus.

Le militantisme ne peut plus se confiner au collage d'affiches, à la signa-

ture de motions ô combien technocratiques, à la gestion sur le terrain des écarts verbaux et des "affaires" de nos dirigeants nationaux.

Le Parti se meurt d'une absence de débat réel, le Parti se meurt de ses écuries présidentielles, le Parti se meurt de la non-prise en compte des préoccupations, des idées et des avis de ses militants : réagissons avant qu'il ne soit trop tard !

Donnons la parole aux militants, sans démagogie ! Débattons sur les idées, sur les valeurs, sur les propositions que nous devons rapidement présenter et défendre sur le terrain, au contact de la population dont nous nous sommes coupés ces dernières années. Il y a urgence : s'unir à gauche ou périr, dépasser les querelles de personnes et de pouvoir, retrouver le chemin du débat au sein même de notre Parti, mais aussi au-delà.

La tâche est rude : sachons nous y atteler dès à présent.

Notre avenir politique sera ce que nous en ferons.

YANNICK TRIGANCE
Epinay-sur-Seine (93).

M ILITANTS...

Notre Parti doit réagir, en surmontant nos clivages. Je pense que cela ne pourra être fait qu'en donnant la parole aux militants. Et non seulement par l'intermédiaire des congrès, mais aussi quotidiennement, au sein de chaque section.

En effet, de nombreux adhérents et sympathisants ont des idées. Des idées qui ne remontent que difficilement à la tête du Parti, bloquées par des jeux de pouvoir à tout niveau.

A titre d'exemple, des motions votées par des sections ne sont pas présentées aux congrès fédéraux, alors que celles des personnalités locales le sont. De nouveaux programmes municipaux, départementaux, régionaux et nationaux doivent être établis pour les prochaines échéances sur la base des réflexions des militants et avec leur accord.

L'application de ces programmes, dans tous les cas de victoire, devrait être surveillée de près par les militants grâce aux comptes rendus de mandats soumis à leur vote.

Enfin, une information large sur les choix de l'UPF doit être diffusée aux sections afin qu'elles servent de relais d'opinion en regard de notre programme et de nos anciennes réalisations.

XAVIER COSTIL
Cergy (95).

*Courrier des lecteurs,
suite page 18...*

DIRECTION

Directeur de la publication :

Thierry Mandon

Comité de direction :

Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana,
Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg,
Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman,
Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal

Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)

Secrétaire gal de la rédaction :

Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bedel (78.73)

Economie : Monique Grima (78.70)

Idées : Bernard Chaouat (79.01)

Société : Patricia Jaffray (78.94)

Régions : Maryline Trassard (78.91)

International : Ghislaine Toutain (77.92)

Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)

Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)

Maquette : Flavienne Allar (78.92)

Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

Réalisation : Sandrine Girard (78.92)

Taufik Khatib (78.54)

Révision : Jean-François Gantois (78.53)

Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION

Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS

Marie-Reine Jost (78.57)

Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE

Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION

Photogravure, montage : Dawant - Paris

Impression : Avenir Graphique - Torcy

Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité

par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS

P. Lebrun (couv.) ; Chesnot / Sipa-Press (p. 10) ;

F. Origlia / Sygma (p. 16) ; Gamma (p. 17) ; D.R.

(p. 22) ; P. Chauvelot / D.R. (p. 23) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

Joint à ce numéro, un supplément recto/verso
"Lettre aux militants".

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 Etats généraux du PS, 2, 3 et 4 juillet

5 Au comité directeur : élection d'une direction provisoire

6 Déclaration de Lionel Jospin

7 • Proposition de Laurent Fabius

• Proposition de Pierre Mauroy et Michel Rocard

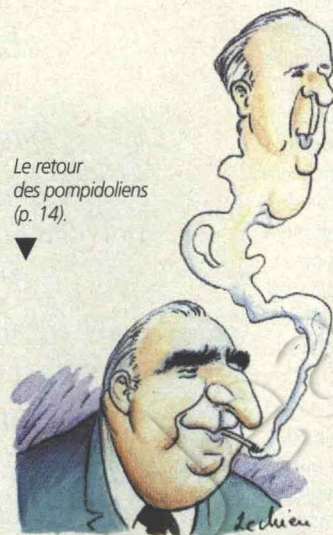
8 • Proposition de Jean Poperen • Proposition de François Hollande, Jean-Pierre Mignard et Jean-Paul Planchou • Proposition de Dominique Strauss-Kahn

10 Les Verts : pas du tout à droite, pas vraiment à gauche

14 Le retour des pompidoliens



▲ Une direction provisoire (p. 5).



Le retour
des pompidoliens
(p. 14).



▲ Robotisation et emploi (pp. 11 à 13).

11 à 13 DOSSIER Robotisation et emploi

11 Vers la fin du tout-machine ?

12 • Des robots et des hommes • La machine au service du service

13 En Mayenne, en Ariège, au Havre

POLITIQUE INTERNATIONALE

15 Le point sensible de la cohabitation

16 Italie : au bout du tunnel, le référendum

17 • Bosnie-Herzégovine : un terrible bilan • Bill soutient Boris

CROQUIS

19 • Lettre à... • Virgil Tanase

CULTURE

22 • Post-scriptum • Cinéma : "Le Jeune Werther"

INVITE

23 Richard Peduzzi

Claude Estier

2 avril

Tandis qu'à l'Assemblée nationale la nouvelle majorité propose Philippe Séguin au perchoir,

Edouard Balladur, entouré d'une bonne vingtaine de ses ministres, vient rendre visite au Sénat. Aux compliments ampoulés de René Monory, il répond par quelques phrases aimables vivement applaudies par une majorité qui lui est, du moins au départ, toute dévouée.

Quand il se dit assuré de l'appui du Sénat, le nouveau premier ministre, qui a pris la précaution de faire entrer dans son gouvernement les présidents des groupes RPR et centriste, sait très bien qu'il n'a rien à craindre de ce côté-là. Pas plus du côté du patronat qui, à 94%, se déclare satisfait de sa nomination. A défaut d'être surprenant, voilà au moins qui est clair !

3 avril

En ouvrant ce samedi matin les travaux du comité directeur, je ne me faisais guère d'illusions sur la possibilité qu'il se déroulat dans un climat paisible et qu'il s'achèverait sans déchirement. Il était souhaitable que la sagesse l'emportât mais le choc du désastre électoral était trop fort pour qu'il en fût ainsi.

Venus particulièrement nombreux, les membres du "parlement" du Parti attendaient à la fois que s'engage un débat de fond sur les causes de l'échec et que soit donné le signal d'un nouveau départ. Ce signal pouvait être la démission collective de la direction. La longue ovation faite à Lionel Jospin, annonçant son retrait temporaire motivé par des raisons personnelles mais aussi par le

désir de ne pas être acteur d'un nouvel affrontement de personnes, était un test révélateur de l'état d'esprit de l'assistance. Les choses ont évolué autrement.

Tout le monde était pourtant d'accord sur un point essentiel : la nécessité de donner d'abord la parole aux militants pour qu'ils s'expriment à la fois sur les erreurs du passé et sur les perspectives d'avenir d'un parti à reconstruire. Ce débat à la base devant déboucher, en juillet ou à l'automne -c'était un des points de divergence- sur des états généraux qui, pour les uns, devraient d'abord concerner le Parti et, pour les autres, s'étendre d'emblée à d'autres composantes de la gauche.

Mais le conflit se cristallisait sur le point de savoir si la direction devait demeurer en place jusqu'à l'ouverture de

ces états généraux (texte primitivement élaboré par Pierre Mauroy et Michel Rocard, auquel ce dernier renonçait et que Laurent Fabius ralliait en fin de compte) ou si une direction provisoire était mise en place immédiatement (texte présenté par Dominique Strauss-Kahn et soutenu par les amis de Michel Rocard et ceux de Jean-Luc Mélenchon). La synthèse entre ces deux positions s'étant révélée impossible, il ne restait plus qu'à demander au comité directeur de se prononcer. Je peux seulement témoigner que ce vote a été parfaitement régulier (personne, d'ailleurs, ne l'a contesté) : le texte Strauss-Kahn l'a emporté par 62 voix contre 49 au texte Mauroy, une vingtaine de voix se dispersant sur d'autres textes.

Ce vote conduit à une rupture que, comme chacun, je déplore profondément.

Mais il faut raison garder. Certains ont cru pouvoir parler de "putsch" dans la mesure où les militants n'avaient pas été consultés auparavant. Ils ne l'avaient pas été davantage en janvier 1992 lorsque, quelques semaines après le congrès de l'Arche, où il n'avait pas été question d'un changement de direction, Laurent Fabius avait été élu premier secrétaire en remplacement de Pierre Mauroy par un vote du même comité directeur.

Quoi qu'il en soit, le résultat des élections et ce qui s'est passé samedi font qu'une page de l'histoire du Parti fondé il y a vingt-deux ans autour de François Mitterrand est définitivement tournée. Il a devant lui des jours difficiles. C'est maintenant aux militants et à tous ceux qui refusent de désespérer de la gauche qu'il appartient de la reconstruire.

Conformément au vote du comité directeur du samedi 3 avril, la direction nationale provisoire du Parti socialiste s'est mise en place ce mardi 6 avril.

Dans l'attente des Etats généraux du Parti socialiste, qui joueront également le rôle de congrès constituant et désigneront une nouvelle direction, elle assumera l'ensemble des responsabilités qui reviennent statutairement à la direction nationale.

Sa première tâche est d'élaborer et de faire entendre un discours politique conforme aux valeurs et aux idéaux de la gauche pour reconstruire l'opposition au gouvernement conservateur qui vient de se mettre en place et qui bénéficie d'une majorité écrasante au Parlement.

La mission qui lui a été confiée par le comité directeur -et qui est unanimement attendue par les militants- est de mettre en œuvre immédiatement les Etats généraux du Parti socialiste. La direction est saisie par des fédérations et des militants de propositions diverses concernant les modalités d'organisation de ces Etats généraux.

C'est donc après concertation avec les auteurs de ces propositions que seront définis, la semaine prochaine,

les modes de travail et les compétences du nécessaire groupe de travail préparatoire. Elle appelle pour cela l'ensemble des sections à se saisir sans restriction aucune de tous les éléments du débat.

Une carte de participation à la préparation des Etats généraux sera remise à chaque adhérent du Parti socialiste et proposée aux sympathisants et aux personnes qui souhaitent participer à nos débats. Les uns et les autres auront leurs délégués aux Etats généraux selon des modalités qui seront précisées par le prochain comité directeur.

Les sections sont conviées à ouvrir également le débat avec toutes les forces de gauche et de progrès, associatives, syndicales et politiques. En le faisant, elles prépareront ainsi, sous forme d'assises, les retrouvailles de toutes les forces de transformation sociale. Dans cet objectif, la direction nationale formera un groupe de travail pour organiser les contacts et le calendrier qui rendront possibles ces assises d'ici à la fin de l'année.

Elle appelle l'ensemble des fédérations, des sections et des militants à se rassembler dans cette démarche, à s'ouvrir sur l'extérieur, à refuser la logique des courants et à s'exprimer sur le fond dans un grand débat démocratique qui tienne compte de notre expérience au pouvoir et de nos valeurs fondatrices. C'est ainsi que nous répondrons aux aspirations de ceux qui croient à la gauche, que nous rebâtirons le Parti socialiste et que nous réunirons les conditions de futurs succès.

Communiqué de la direction provisoire, mardi 6 avril 1993

LES 2, 3 ET 4 JUILLET

Etats généraux du Parti socialiste

*Le 3 avril restera
une dure journée
pour les socialistes
et une date dans l'histoire
mouvmentée de leur parti.*

*Dans les discours
et les demandes de tous
malgré les divergences,
la même exigence,
la tenue d'Etats généraux
pour entendre les militants.*

Après la dissolution du bureau exécutif et du secrétariat national, la direction provisoire, qui s'est réunie le mardi 6 avril sous la présidence de Michel Rocard, a décidé que ces Etats généraux se dérouleraient les 2, 3 et 4 juillet (lire le communiqué ci-contre).

"Elle invite tous les socialistes à parler et tout dire, à écouter et tout entendre, à proposer et tout poser", a précisé le porte-parole, Jean Glavany. Une réunion des premiers fédéraux est annoncée le 17 avril. Elle sera suivie d'une nouvelle réunion du comité directeur, le 24 avril, afin de préparer ces échéances importantes.

Des fédérations se sont réunies, elles se donnent du temps et tentent, pour la plupart, de préserver leur unité et d'entendre les voix militantes. Celles du Nord et du Pas-de-Calais, qui ont signé un texte commun, souhaitent que "les courants -dont les dérives sont encore une fois à l'origine de ces funestes divisions- soient clairement mis à l'écart des Etats généraux." Elles constatent : "Le rassemblement était nécessaire. Il ne pouvait et ne peut que se traduire par la victoire ou la défaite de quiconque. Les déchirements l'ont emporté. L'unité doit maintenant à tout prix être retrouvée. Il est temps de faire enfin passer l'intérêt du Parti devant celui de ses courants et de leurs chefs. Il appartient aux militants, aux sections, aux fédérations, de faire entendre leur voix pour exiger, voire pour organiser, la tenue de véritables Etats généraux."

De son côté, la fédération des Bouches-du-Rhône est arrivée aussi à une position unanime qui apaise les antagonismes et exprime la volonté de "participer à toute initiative qui rassemblera la totalité des socialistes. Unité et apaisement sont pour nous les conditions nécessaires d'un débat serein", poursuit ce texte. Même position en Seine-Saint-Denis, Charentes-Maritimes, Eure-et-Loir ou dans le Rhône. L'Isère a marqué ses distances et les Hauts-de-Seine, aussi, en se divisant. Moins de sérénité chez les parlementaires. Les groupes de l'Assemblée et du Sénat ont eu des débats tendus et certains ont annoncé leurs distances d'avec la direction. Toutefois, les responsables de section ou de fédération sont formels et unanimes : lors des dernières réunions sont revenus discuter des gens que l'on ne voyait plus depuis quelques années.

L.C.-S.



au comité directeur : élection d'une direction provisoire

Mis en minorité au comité directeur, Laurent Fabius a démissionné.

La direction provisoire est chargée

de préparer les Etats généraux du Parti.

Les socialistes doivent reconstruire le PS et faire renaître la gauche.

Une semaine après la défaite cuisante des législatives, il y avait tout à redouter du comité directeur du 3 avril. D'autant que l'onde de choc qui avait secoué le PS tout au long de la semaine n'avait pas trouvé son aboutissement. Il n'y a pas eu de miracle. Ce samedi noir s'est avéré être à la fois le troisième tour des législatives et l'épilogue tardif du congrès de Rennes.

Sur fond de déroute électorale, les défaites de Lionel Jospin ainsi que de Michel Rocard et l'élection de Laurent Fabius, le 28 mars, ne pouvaient que menacer les équilibres internes bien fragiles depuis Rennes et à peine masqués par une unanimité de façade. Le débat s'est cristallisé, dès le 29 mars, sur la nature et la vigueur de la réaction à émettre après l'échec du scrutin législatif. Laurent Fabius voulait donner la parole aux militants dans le

cadre d'Etats généraux ouverts également aux sympathisants, qui se seraient conclus à l'automne par un congrès ordinaire.

Michel Rocard souhaitait un geste plus symbolique et plus immédiat : la démission collective de la direction du PS afin de montrer à l'opinion que le message qu'elle avait envoyé à l'occasion des élections avait bien été perçu. Lionel Jospin considérait que le PS ne pouvait pas rester dans l'immobilisme mais refusait de s'engager dans une répétition du congrès de Rennes. Enfin, les quadras, après avoir demandé le départ de la direction du PS, se prononçaient pour l'organisation d'Etats généraux de la gauche en décembre, à l'issue d'une vaste consultation des militants socialistes, des écologistes et des communistes refondateurs.

PREPARER LES ECHEANCES

Fidèle à sa tradition, Pierre Mauroy s'est efforcé de rapprocher les points de vue pendant la semaine qui a précédé le comité directeur. Il est parvenu à un accord avec Michel Rocard, prévoyant la réunion d'Etats généraux des socialistes et de sympathisants au mois de juillet avec la constitution d'un groupe de travail synthétisant les propositions de la base et composé de personnalités extérieures à la direction. Selon ce processus, la direction du PS se serait effacée à l'ouverture des Etats généraux qui devaient adopter des statuts, rénover les structures et les modes de désignation des dirigeants nationaux et locaux, renouveler les instances dirigeantes et engager le PS sur la voie des Etats généraux de la gauche à la fin de l'année

pour préparer les prochaines échéances. Tel était l'état des forces en présence à l'ouverture du comité directeur, le 3 avril. Dans une atmosphère tendue, les points de vue n'ont pu se rapprocher. Après avoir présenté sa démarche, Laurent Fabius critiquait celle de Michel Rocard et de Pierre Mauroy : "L'essentiel me semble pour nous d'éviter deux pièges. Le piège du simulacre. Il n'est pas vrai qu'une écoute réelle des militants et des sympathisants, un vrai dialogue, l'élaboration de propositions puissent être menés à bien, comme on nous le propose, en trois semaines. (...) Evitons aussi, dans la procédure, ce qui serait tomber dans un piège de division." Evoquant la question de la démission collective, il suscitait une vive réaction de l'assistance en déclarant : "Si j'avais été battu aux élections, personnellement, sans qu'il y ait de rapport direct entre les fonctions, je ne me serais pas senti dans la situation personnelle de poursuivre ma tâche à la tête du Parti, mais cette remarque ne vide en rien le débat." Puis il poursuivait : "La question de la démission collective ne résoudrait rien. Je pense qu'elle aggraverait la crise, qu'elle serait surtout le paravent d'une opération d'appareil : on parle de rénovation, et toute la gauche comprendrait que ce serait très largement un règlement de comptes, combiné peut-être à des manœuvres préprésidentielles. Mais, bien évidemment, comme celles de toute la direction, mes responsabilités et mes fonctions sont à la disposition des militants." En conclusion, Laurent Fabius souhaitait qu'une proposition de démission collective soit présentée dès l'ouverture des travaux par ceux qui la demandaient.

LE DEPART DE LIONEL JOSPIN

Lionel Jospin, visiblement tendu, annonçait sa démission des instances dirigeantes du PS (voir sa déclaration). Un geste digne, émouvant, longuement applaudi par l'auditoire. Michel Rocard commençait par remettre en question lui-même sa position de "candidat naturel" à l'élection présidentielle : "Parce que je suis lucide, je sais que le naturel d'une candidature ne se décrète pas.



RESULTAT DU VOTE INDICATIF AU COMITE DIRECTEUR

Texte STRAUSS-KAHN : **62 voix**
Texte MAUROY-ROCARD : **49 voix**
Texte POPEREN : **7 voix**
Texte CHEVENEMENT : **6 voix**
Texte PLANCHOU : **5 voix**
Abstentions : **2**

LA DIRECTION PROVISOIRE

La direction provisoire du PS compte vingt et un membres. A ce jour, onze d'entre eux ont été désignés : Michel Rocard (président), Monique Benguiga, Jean-Christophe Cambadélis, Marie-Arlette Carlotti, Jean Glavany, Jean-Paul Huchon, Jean-Luc Mélenchon, Pierre Moscovici, Bernard Poignant, Daniel Vaillant, Manuel Valls. Les représentants des courants fabiusien, popereniste, mauroyiste, chevènementiste refusent actuellement de siéger dans cette direction.

Déclaration de Lionel Jospin

Chers camarades, comme beaucoup d'entre vous, j'ai été candidat dans cette élection, avec détermination, tentant, chaque jour, de convaincre une opinion qui se dérobait. Mais nous avons mené cette bataille dans un climat politique et psychologique qui avait été rendu détestable et avec à l'esprit la quasi-certitude de notre échec collectif. Comme vous, j'ai vu avec tristesse des dizaines de députés sortants ou de candidats estimables, intègres, injustement battus. Aujourd'hui, je vois ce Parti que tant d'entre nous avons renouvelé, puis porté si haut, ramené durement en arrière, isolé et humilié. Je ne saurais, dans ce contexte, repartir comme avant et accomplir, comme si de rien n'était, les rites de la vie partisane. Je crois, pour ma part, qu'il faut tirer les leçons de cet échec si grave. C'est pourquoi je renonce à mes fonctions de direction au bureau exécutif et au comité directeur du Parti socialiste, auquel, à deux mois près, j'appartenais depuis vingt ans.



Je garde intactes, vous vous en doutez, les valeurs et les convictions qui ont justifié très tôt mon engagement à gauche, celles qui ont guidé mon action au cours de ces vingt dernières années, consacrées au mouvement socialiste, à la vie publique et au bien commun. Mon attachement à beaucoup d'entre vous est profond, mais je ne vois pas se dessiner la volonté, une volonté réellement commune, et je le dis après l'intervention du premier secrétaire, de rechercher les causes de cette grande défaite, de tirer les enseignements de la période historique qui s'achève, ni de chercher des remèdes par des remises en cause fortes et des propositions largement nouvelles. Je crains que ne l'emportent les motifs d'immobilisme, le souci de garder les positions acquises et les explications convenues. Car on ne peut comparer la situation d'aujourd'hui avec d'autres antérieures. On ne peut se contenter de dire, comme pour se rassurer à peu de frais et décourager l'analyse, "on a déjà connu cela."

En 1958 - certains d'entre nous y étions - la gauche avait traversé le drame d'une décolonisation ratée et la chute d'un régime. Après 1968, elle subissait la réaction à un coup de colère étudiant et ouvrier, que certains avaient vécu comme une tentative révolutionnaire. La gauche, aujourd'hui, doit son échec à elle-même. La résignation au chômage, la coupure d'avec les milieux populaires, les pratiques trop éloignées de nos idéaux, la perte d'identité du Parti socialiste, voilà les raisons de notre affaiblissement après douze années du pouvoir. Allons-nous l'admettre et en tirer les conclusions ou pensons-nous fonder notre rétablissement sur l'exploitation mécanique des erreurs de la droite ? Tel est l'enjeu. Dans ces conditions, le maintien du statu quo au Parti, dans les pensées et les façons d'agir, de quelque façon qu'on l'habilite, sera mortel pour le mouvement socialiste. Je ne l'accepte pas. Faut-il alors une confrontation entre nous ? Si elle est confrontation d'idées, je suis oui. Car nos militants veulent débattre et dire ce qu'ils pensent mais, déjà, certains menacent de "yougoslavisier" - retenez bien l'indécence du terme - le Parti socialiste. Et puis, on évoque le congrès de Rennes. Nous savons bien, au fond de nous, qui a voulu et qui a subi ce congrès de déchirement. Mais l'opinion ne fait pas ces distinctions et, pour ce qui me concerne, j'en porte encore le poids. C'est pourquoi, et ma situation ici est singulière, je ne saurais me mêler à nouveau à un affrontement de ce type, vous le comprendrez. Seule une démarche collective, désintéressée, oubliant les clans, et fondée sur la capacité à assumer ces responsabilités, sera ou serait à la hauteur de l'événement. Je veux souhaiter que le processus engagé aujourd'hui débouche positivement, mais ce ne sera pas le cas si vous centrez la discussion sur le nom du Parti, sur ses statuts, sur sa déclaration de principes, sur ses modes de désignation internes. Si vous croyez la solution à nos difficultés dans la simple mise en cause des courants. C'est l'analyse en profondeur de ce qui nous a conduits là où nous sommes, c'est l'interrogation sur les chemins que nous devons emprunter à l'avenir, c'est la politique, qui doivent être mises au cœur d'un débat digne de nos militants et de millions d'hommes et de femmes de gauche, car c'est de là seulement que pourra venir la renaissance. Par règle personnelle de vie, et par nécessité, je vais reprendre maintenant une activité professionnelle. Elle peut me tenir éloigné pour un temps de l'action politique directe. Dans ma retraite d'aujourd'hui, je garde pour demain cet espoir et cette volonté de renaissance. ■

Il se constate, et si je suis candidat, ma propre détermination ne suffit pas. Il me faut rebâtir et élargir une légitimité. Parce que j'assume mes responsabilités, je n'entends pas me prêter à des marchandages et il n'y a pas, ici, de position personnelle quelle qu'elle soit, y compris la mienne, à préserver par je ne sais quel échange. L'essentiel, à mes yeux, n'est pas ma candidature, mais les conditions qui la rendront victorieuse, les conditions qui permettront à la gauche de renouer avec les Français, et jusque-là, elle n'est pas de mise." Puis il répondait aux critiques de Laurent Fabius : "Nous ne pouvons nous offrir le luxe d'une démarche comportant trop d'étapes et s'étendant sur trop de mois. C'est tout de suite qu'il nous faut jeter les bases d'une organisation entièrement nouvelle. Oui, c'est bien tout de suite qu'il nous faut manifester aux Français notre volonté de reconstruire et je ne peux pas dire que j'ai apprécié le mot de "simulacre", qualifiant l'idée que nous ferions tout le travail de reconstruction dans le mois en question. Bien entendu, quand on est dans cet état-là, et quand on a un peu de culture historique, la période de reconstruction sera au moins d'une demi-douzaine, sinon d'une dizaine d'années. Ma conviction est que, si un signal fort n'est pas donné avant l'été, (...) eh bien, c'est pour une ou deux décennies que nous en prenons."

SIGNAL POLITIQUE

Pierre Mauroy défendait la même démarche : "Des Etats généraux en novembre favoriseraient un débat plus vaste, peut-être. Mais je n'oublie pas que notre congrès de Rennes a été précédé d'un débat qui a duré trop longtemps et qui a, de ce fait, dérapé. En un mois et demi, je crois vraiment que les militants ont le temps de nous dire ce qu'ils souhaitent. Ils y ont réfléchi depuis longtemps et ils sont prêts à nous le dire. Je crois surtout que nous devons également avoir à l'esprit l'étape suivante, c'est-à-dire les assises de toute la gauche. Il faudra rapidement engager cette deuxième phase. Les élections présidentielles sont, au plus tard, dans deux ans. Le calendrier politique nous contraint à aller vite." Jean Poperen plaide pour qu'on donne un "signal politique tout de suite" avant de lancer : "Il faut rompre avec le consensus, il faut rompre avec le social-libéralisme qui n'est que la version vaguement à gauche du libéralisme social que nous annonçait le gouvernement d'aujourd'hui. Je ne sens pas, pour le moment, la volonté de le faire nettement." Et Jean Poperen d'appeler à des assises de toute la gauche (voir ci-contre). Jean-Pierre Chevènement revenait avec une belle constance sur le débat d'idées : "C'est une ligne politique qui a été sanctionnée. Une ligne politique qui a été le ralliement au libéralisme, même agrémenté d'un traitement

Proposition de Laurent Fabius

Après le très grave échec des élections législatives, il est indispensable d'analyser, de comprendre, de réagir, de proposer, de reconstruire. Il faut le faire sans tabou et librement. Il faut le faire dans l'unité, en assumant collectivement nos responsabilités, en refusant les querelles de personnes et de courants, et les règlements de comptes. C'est d'autant plus indispensable



que la droite a remporté une victoire écrasante avec les conséquences lourdes que cela va avoir sur la vie de beaucoup de Français, et que l'extrême droite est là, puissante,

qui guette. C'est la démarche qu'attendent de nous nos adhérents et nos sympathisants, tous ceux qui croient à la gauche et qui veulent ensemble bâtir son avenir. Ils ne comprendraient pas une autre attitude, et ils en tiendraient légitimement rigueur à ceux qui manqueraient à ces exigences. Pour y parvenir, dans les communes, dans les départements, seront immédiatement invités à se réunir les militants socialistes et les sympathisants, toutes celles et tous ceux qui souhaitent la reconstruction de la gauche. Ces réunions très ouvertes prendront la forme d'Etats généraux au niveau local, départemental, national. Un groupe de quinze membres animera et facilitera ces travaux qui s'étaleront sur un temps suffisant pour un débat sérieux. Ce groupe en tirera une première synthèse dès avant les congés d'été. En tenant compte de cette discussion et des propositions qui y seront faites, le Parti socialiste réunira un congrès constituant à l'automne.

Il le fera en cherchant à dépasser les actuels courants, en évitant les affrontements. Ce travail de reconstruction abordera notamment l'analyse critique de notre démarche passée, les responsabilités des gouvernements et celles du PS, les principaux choix politiques à développer, la stratégie et les alliances à définir, les pratiques à changer et à retenir, les organismes dirigeants à mettre en place. Il traduira, sur le plan du PS, les grandes options que nécessite la reconstruction de la gauche. Dans le même esprit de reconstruction et d'unité, de nouveaux membres seront immédiatement associés à la direction de notre Parti.

Ainsi pourrions-nous concilier la parole qui doit être donnée aux militants et aux sympathisants, le libre débat indispensable, le rassemblement qui est essentiel et la volonté de rénovation. Tel est le sens de ces propositions qui devront permettre d'avancer et de reconstruire à gauche dans l'unité.

social." Et de développer ses thèmes traditionnels : une autre politique économique, une autre conception de l'Europe, la République.

Au nom des quadras, Jean-Paul Planchou proposait des Etats généraux de la gauche avec un débat s'étalant jusqu'à l'automne : "Il serait catastrophique de le bâcler, de le canaliser, au seul motif de vouloir à tout prix le contrôler. Nous avons pensé, moi et d'autres, dès lundi, que la décision d'une démission collective s'imposait. Le bureau exécutif en a décidé autrement. Aujourd'hui encore, la décision collective de se remettre en cause est nécessaire." Louis Mermaz se prononçait en faveur des démarches de Jean Poperen et de Laurent Fabius : "Le malheur est que le système que nous proposons Pierre Mauroy et Michel Rocard est un système hermétiquement clos. C'est à mon sens un système de recyclage interne, accéléré, sans vraiment d'apport extérieur."

UN OUTIL DE REFERENCE

En revanche, Jean-Luc Mélenchon soutenait la procédure du texte Mauroy-Rocard et demandait la démission de la direction : "Quand une orientation se fracasse, quand la majorité qui l'a portée s'est fracassée, quand le Parti qui l'a portée se fracasse, il serait étrange que la seule chose qui demeure impavide soit la direction. Quand l'orientation a fait faillite, la direction rend ses mandats. (...) Nous sommes parfaitement capables, dans ce comité directeur, d'avoir une direction provisoire légitime qui nous mène jusqu'aux Etats généraux. Il faut commencer par la maison. C'est en septembre que va se faire la rentrée, après le choc. C'est là que va commencer la bataille. Il faut que le mouvement social puisse disposer d'un outil de référence, d'un cap, de moyens. Ou nous sommes devenus des spontanéistes. Si vous voulez franchir les deux étapes de 1994 et être en état de marche pour 1995, si vous n'avez pas fait une croix sur 1995, vous devez tenir maintenant votre congrès de Parti pour le réorganiser, commencer dès septembre le rassemblement de la gauche."

STRICTE LEGALITE

Enfin, Henri Emmanuelli répondait à Laurent Fabius : "Elu, je me sens tout aussi responsable que si je ne l'avais pas été. La vraie question c'est celle des signaux adressés aux militants, à l'opinion. Estimons-nous que l'immobilisme puisse répondre à la situation présente ? Il faut bouger, Laurent. Je crois que cela doit être une attitude collective. Dans ces cas-là, on confie à une structure le soin d'organiser le débat politique et de relégitimer une nouvelle direction. Si nous ne bougeons pas, c'est la stratégie du bunker. Ce serait, à mon avis, suicidaire."

Parallèlement aux débats, rocardiens et jospinistes se rencontraient, sans asso-

Proposition de Pierre Mauroy et Michel Rocard

- 1** Le temps de l'humilité est venu. Les militants ont seuls la parole. Personne n'est propriétaire du pouvoir.
- 2** Les militants ouvrent le débat dans les sections et les fédérations. A ces débats peuvent participer à part entière des personnes extérieures, issues notamment du syndicalisme et du monde associatif, ou d'anciens membres du Parti.
- 3** Les sections font remonter aux fédérations, ainsi qu'au national, leurs analyses et propositions pour la fin du mois d'avril.
- 4** Les fédérations élaborent des documents départementaux d'analyse et de proposition pour le 25 mai.
- 5** Un groupe de travail, extérieur à la direction du Parti, reçoit ces documents et élabore, pour le 10 juin, une synthèse des analyses et propositions.



- 6** Au tout début du mois de juillet se réunissent des Etats généraux constitués de délégués élus par les sections en assemblées fédérales et porteurs de suggestions ou d'amendements.
- 7** Les Etats généraux ont autorité pour statuer sur :
 - les orientations et la politique générale,
 - la stratégie,
 - le nom,
 - la déclaration de principes,
 - les statuts,
 - le mode d'organisation du Parti et de sa direction.
 Les modes de désignation des responsables du Parti et de ses candidats devant le suffrage universel. Ils seront habilités à renvoyer, devant un congrès ordinaire élu selon les nouvelles règles, les questions non résolues.
- 8** Toute autorité qui s'exerce au nom du Parti s'efface dès l'ouverture des Etats généraux qui auront à mettre en place de nouvelles directions nationales, régionales et départementales.
- 9** La désignation des délégués aux Etats généraux se fera à tous les niveaux au scrutin majoritaire, uninominal et secret.
- 10** Tout doit être mis en œuvre pour une expression libre des militants. Le bureau exécutif reçoit mission d'adresser sans délai à chaque section les modalités détaillées de la tenue, au tout début juillet, des Etats généraux.

Jean Poperen : priorité aux décisions politiques

Les socialistes ne seront pris au sérieux que si, d'abord, ils reconnaissent leur erreur d'aiguillage, qui leur vaut un désastre sans précédent, et s'ils font la preuve qu'ils choisissent une tout autre orientation pour l'avenir.



Il faut rompre avec la pratique du consensus social. Le recul des inégalités, pour lesquelles on nous avait fait confiance, les créations d'emplois, le juste partage impliquent la création d'un rapport de forces qui puisse imposer des compromis favorables au monde du travail. Cela n'a rien à voir avec le social-libéralisme que nous avons pratiqué. A partir de ce préalable, il faut à la gauche un grand parti du mouvement. Il naîtra, sous une forme qui se précisera en chemin, d'un immense travail de terrain, où se refera le tissu de la gauche, avec toutes les forces disponibles, de l'extrême gauche aux centristes d'opposition. Conscient que les socialistes ne peuvent faire l'avenir qu'avec tous les autres, le comité directeur en appelle à tous ceux-là pour une grande campagne de réflexion, de concertation, de proposition, menée sur le terrain, tout à fait décentralisée, et préparatoire à des assises de tout l'espace de gauche. Une délégation du comité directeur cherchera la concertation avec ceux et celles qui sont actuellement représentatifs des diverses composantes de l'espace de gauche et prêts à s'associer à cette démarche, afin qu'un collectif provisoire anime la campagne. Au seuil de l'été, un premier bilan pourrait être dressé, à partir duquel l'étape suivante serait définie. Cette entreprise, en profondeur, essentiellement politique, n'a rien à voir avec de soi-disant "Etats généraux" qui ne seraient qu'un grossier camouflage d'un coup de force d'appareil interne au PS, mené à la hussarde en quelques semaines. Pas de rafistolage ! Pas de manœuvres ! Ayons la décence et le courage de vouloir faire du vrai neuf !

cier Pierre Mauroy à leur démarche, pour rédiger un nouveau texte qui allait être présenté par Dominique Strauss-Kahn. Les rocardiens estimaient que le discours de Laurent Fabius ne présentait aucune ouverture et considéraient comme inacceptable le passage de son intervention concernant la démission. Avec les partisans de Lionel Jospin et la Gauche socialiste, ils se mettaient d'accord sur une motion, "Reconstruire la gauche", proposant des Etats généraux du PS au mois de juillet et mettant en place une direction provisoire du PS à laquelle seraient associés les anciens premiers secrétaires (voir ci-contre).

Lors d'un vote indicatif sur les textes (voir encadré), Laurent Fabius retirait le sien et appelait à voter pour celui proposé par Michel Rocard et Pierre Mauroy. Le maire de Lille restait sur ses positions alors que Michel Rocard et ses amis se reportaient sur la motion qu'ils avaient préparée avec les jospinistes et la Gauche socialiste. Une manœuvre d'appareil qui mettait en minorité Laurent Fabius, donnait la victoire au texte présenté par Dominique Strauss-Kahn (62 voix) contre 49 pour celui de Pierre Mauroy, et contraignait la direction à une démission immédiate. Jean-Pierre Chevènement annonçait sa

Proposition de François Hollande, Jean-Pierre Mignard, Jean-Paul Planchou

Dans les circonstances actuelles, seuls les Etats généraux permettant la mobilisation la plus large de tout l'espace de gauche constituent la réponse appropriée. Pour ce faire, il faut du temps : six mois sont nécessaires. Un congrès, dans l'immédiat, serait funeste, quelles qu'en soient la forme ou l'appellation. Pour préparer ces Etats généraux, une équipe nouvelle, crédible et représentative, doit être



mise en place. Car ils n'ont de chance de réussir qu'à la condition que soit évitée aujourd'hui la division en notre sein, et demain la fracture. Nous refusons toute logique d'affrontement suicidaire.

La lourde défaite que les socialistes viennent de subir sanctionne une politique de renoncement qui, au nom du franc fort, a sacrifié l'emploi à la Bourse, enrichi les riches à travers une politique d'argent cher qui pénalisait l'investissement et l'embauche, encourageant un partage de la richesse toujours plus défavorable aux salariés et aux classes populaires. Face à l'immense problème de l'intégration et des banlieues, la gauche a trop souvent répondu par le bavardage idéologique, exaltant "le droit à la différence" et "la société pluriculturelle", quand il aurait fallu procurer un emploi gratifiant, un logement décent, une éducation solide à l'école de la République. La gauche a oublié que l'idée nationale, fondée sur la citoyenneté, est un principe de la démocratie républicaine, favorisant ainsi le dévouement par l'extrême droite de l'expression du sentiment national. La construction de l'Europe est une nécessité. Mais elle ne doit pas se confondre avec un projet de monnaie unique, vision étriquée, dangereuse et irréaliste. Encore moins ne peut-elle se faire au prix de l'abandon de la République. C'est l'Europe des peuples qu'il faut construire, avec les peuples tels qu'ils sont, non celle des oligarchies de l'argent. Les électeurs de gauche qui, dans les couches populaires et dans nos bastions traditionnels



(Nord-Pas-de-Calais, Limousin, Midi méditerranéen) ont rejeté les socialistes ont exprimé leur refus d'une Europe libérale, livrée aux appétits carnassiers de faiseurs d'argent, toujours prompts à s'aligner sur le moins-disant social. Les Français ne rechignent pas à l'effort mais ils ont besoin d'un Etat républicain qui les protège et assure le long terme, c'est-à-dire l'avenir de leurs enfants. Tout s'est passé comme si l'Etat républicain avait oublié ses missions fondamentales pour se mettre au service de l'establishment financier et des classes possédantes. Nul mieux que le président de la République n'a décrit le système dont, à travers la parité franc-mark, il se veut le garant : c'est un système "où les riches s'enrichissent en dormant", grâce à des taux d'intérêt exorbitants. Bref, le Parti socialiste n'a pas su mettre l'Etat au service d'un projet qui aurait concilié l'aspiration

Proposition de Jean

à la justice sociale et le patriotisme républicain. (...) Nous refusons donc les faux débats, réduits à la mouvance socialiste actuelle, coupée des couches populaires et de la jeunesse et sans autres enjeux que de pouvoir interne. Dans l'état actuel du Parti, aucun débat sérieux ne peut être arbitré par un congrès. Ceux qui parlent le plus d'ouverture en évoquant, par exemple, la tenue d'Etats généraux, sont en réalité partisans de la fermeture : ils veulent changer les règles et le nom du Parti dont ils se sont servis et qu'ils ont fait dévier de sa route, poussant jusqu'à son terme une évolution qui nous a coupés des couches populaires, afin de poursuivre, au nom d'une modernisation illusoire, la même politique avec d'autres forces. Pour ce qui nous concerne, nous voulons refonder la gauche, toute la gauche, pour faire une autre politique. Fidèles à nos origines socialistes et républicaines, nous voulons un changement d'orientation sans lequel la gauche ne pourra reconstituer ses bases. Pour faire reculer le chômage, il faut rompre avec la politique de l'argent cher qui est destructrice d'emplois. Il faut s'engager dans la voie de la relance, autant que possible concertée avec nos voisins européens, et favoriser une mobilisation de tous les acteurs de la vie économique

démission et celle de ses amis des instances dirigeantes du PS. Les mauroyistes condamnaient le changement de pied de Rocard.

Lors de la commission des résolutions, aucun terrain d'entente ne pouvait être trouvé. Les battus de la soirée refusaient de participer à la direction provisoire. Les fabiusiens quittaient le comité directeur en criant au "putsch".

APPEL AU RASSEMBLEMENT POUR UN DEFI A RELEVÉ

Jospinistes et rocardiens soulignaient, à juste titre, qu'ils avaient agi dans la plus stricte légalité puisqu'ils l'avaient emporté dans le cadre d'un vote démocratique sur des textes. Ils retournaient en séance plénière pour mettre en place une direction provisoire chargée de se substituer au bureau exécutif et au secrétariat national.

Ce nouvel organisme de vingt et un membres était composé selon la répartition suivante : cinq jospinistes, cinq rocardiens, cinq fabiusiens dont Laurent Fabius, deux mauroyistes dont Pierre Mauroy, un popereniste, un chevènementiste et un partisan de la Gauche socialiste. Le comité directeur élit les représentants des rocardiens, des jospinistes ainsi que de la Gauche socialiste avant de désigner Michel Rocard comme président de la direction provisoire qui, dans son intervention de conclusion des débats, appelait les socialistes au rassemblement.

Au terme de cette journée pénible, le PS avait implosé. Il faut désormais le reconstruire pour faire renaître la gauche.

Un sacré défi pour les socialistes.

Jean-Pierre Bedeï

Errata • C'est par erreur que nous avons fait figurer Gérard Saumade dans la liste des députés socialistes (n° 182, p. 6), alors qu'il a été exclu du Parti pour s'être présenté contre le candidat investi dans la 4e circonscription de l'Hérault, Georges Frèche.

• Dans la liste intitulée "Ils reviendront..." des candidats socialistes qui ont manqué de quelques voix leur élection (n° 182, p. 8), il convient d'ajouter les noms de Jean-Marie Bockel, Haut-Rhin 5e, 39,09% (102 voix d'écart) et de Jean-Jack Queyranne, Rhône 7e, 38,88% (272 voix d'écart), qui se présentaient au second tour dans le cadre de triangulaires.

Pierre Chevènement

autour des enjeux de la production, de l'innovation et de la formation. Si nos partenaires refusaient de s'associer à nous dans cette voie, la France devrait prendre unilatéralement les mesures qui s'imposent pour l'investissement des entreprises et la mise au travail de ceux qui sont aujourd'hui réduits au chômage. L'amélioration des conditions de vie du plus grand nombre et le progrès social passent par la mobilisation de tous ceux qui produisent et qui créent. La résorption du chômage passe aussi par l'exploitation de nouveaux gisements d'emplois (environnement, etc.) des actions de terrain, une réorganisation du processus de travail, une meilleure utilisation des équipements et des solutions innovantes qui doivent faire l'objet de négociations décentralisées avec les syndicats. La diminution du temps de travail ne peut créer d'emplois si elle avantage la concurrence des pays à bas niveau de protection sociale. Elle implique le retour à la préférence européenne, inscrite dans le traité de Rome, ou sinon, nationale. Pour assurer une meilleure cohésion sociale et s'engager sur la voie de l'intégration, nous devons fonder nos projets et notre action sur les principes de la démocratie républicaine. D'une part, réaffirmer les droits élémentaires au travail,

au logement et à une retraite indépendante, fondée sur des mécanismes redistributifs ; d'autre part, insister sur l'importance des devoirs civiques : le vote, bien sûr, mais aussi le service militaire que la droite veut démanteler et qu'il faut moderniser. Nous devons aussi engager une réflexion sur notre système d'éducation, qui doit plus que jamais jouer pleinement sa double fonction d'apprentissage de la citoyenneté et de préparation à une vie professionnelle épanouie, facteur de promotion sociale. Enfin, pour contruire l'Europe des peuples, il faut cesser de leur donner un taux de change pour horizon. Nous appelons les socialistes et les républicains à refuser par avance la dénationalisation de la Banque de France. L'Europe de l'après-communisme, de l'Atlantique à la Russie, a besoin d'un grand dessein politique, économique, social et humain. Les chantiers ne manquent pas : soutenir les pays de l'Est par une initiative de croissance paneuropéenne, favoriser le développement du Maghreb en proie à la montée de l'intégrisme, remédier aux déséquilibres écologiques majeurs de notre temps (pollution, désertification, sûreté nucléaire, pandémies, etc.), et mettre sur pied une politique étrangère européenne indépendante sont des enjeux décisifs.

Les socialistes doivent sans tarder s'engager dans la voie d'un débat véritable, portant sur les questions de fond, en dehors d'enjeux de pouvoir passablement dérisoires. C'est aujourd'hui l'avenir même de toute la gauche qui est en jeu et pas seulement celui du Parti socialiste, tel qu'il est devenu. C'est l'avenir de notre pays, celui de notre jeunesse, terriblement privée de perspectives d'avenir. (...) L'Europe est à repenser, l'Europe avec la France, car c'est avec la France que la gauche française se relèvera. C'est à cela que nous devons consacrer notre énergie : la refondation de la gauche, inséparable de la refondation de la République. C'est pourquoi, pour construire le parti du futur, ou l'organisation qui en tiendra lieu, et offrir une perspective de progrès à notre peuple et à sa jeunesse tout entière, nous appelons à la tenue d'assises de l'unité, rassemblant l'ensemble des tendances : socialistes dans leur diversité, mais aussi communistes, radicaux, écologistes, patriotes et républicains de progrès. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, celle d'un vaste rassemblement de toutes les forces de gauche et de progrès et d'un dialogue noué avec la jeunesse, qu'un débat valable pourra s'engager. Le reste reviendrait à mettre une couche de peinture sur un banc vermoulu.

Dominique Strauss-Kahn : reconstruire la gauche

La gauche est à reconstruire, toute la gauche. Les socialistes ne seront pris au sérieux que s'ils reconnaissant d'abord clairement les erreurs qui leur valent une défaite sans précédent et s'ils savent choisir d'autres orientations pour l'avenir.



Le recul des inégalités, les créations d'emplois, le juste partage de la richesse, du savoir, du temps impliquent l'établissement d'un nouveau rapport de forces social.

1 A partir de ce préalable, il est temps de rendre la parole aux militants par la convocation d'Etats généraux du Parti socialiste au mois de juillet.

Les Etats généraux du Parti socialiste aborderont notamment l'analyse critique de notre démarche passée, les responsabilités des gouvernements de la gauche et celles du Parti socialiste, les grands choix politiques à développer, les stratégies et les alliances à définir, les pratiques militantes et les formes d'organisation à changer ou à retenir, les modes de désignation des responsables et des candidats devant le suffrage universel. Dès aujourd'hui, une direction provisoire du PS, représentative de notre diversité et à laquelle seront associés les anciens premiers secrétaires du Parti socialiste, aura pour tâche de préparer ces états généraux du Parti socialiste. **Elle se substitue au bureau exécutif et au secrétariat national.** *

2 Les Etats généraux du Parti socialiste se donnent l'objectif de préparer, localement et nationalement, par le dialogue et l'action commune, la tenue d'assises de tous ceux qui, dans l'espace de gauche, veulent faire naître une alternative. Ainsi pourrions-nous concilier la parole qui doit être donnée aux militants et aux sympathisants, le libre débat indispensable, le rassemblement qui est essentiel et la volonté de rénovation.

* La proposition ne contenait pas cette phrase. Le vote définitif s'est fait après cet amendement.



▲ "Nos valeurs ne sont pas compatibles avec celles du libéralisme économique, ni avec celles de la droite".

LES VERTS pas du tout à droite, mais pas vraiment à gauche

*Etre de gauche
ou ne pas être de gauche ?
C'est l'interrogation existentielle
qui taraude les Verts,
après les élections législatives.*

Réunis en conseil national, les Verts ont livré ce qu'ils avaient sur le cœur : la légèreté de leur programme, "tout au plus un sommaire", le jeu personnel de Dominique Voynet, qualifiée de "Lalondette" ou de "Dominique Moi-Je"... Ils ont accepté de continuer à travailler avec Génération écologie, "même si Lalonde est une girouette." Et puis décidé... de ne rien décider, sinon la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, les 25 et 26 juin prochains.

Ils ont surtout beaucoup tourné autour du pot, à savoir leur positionnement sur l'axe politique. Hormis Antoine Waechter et les fondamentalistes arc-boutés sur le dogme du ni droite ni gauche, les Verts l'ont avoué : ils ne soutiennent pas la droite.

"Nos valeurs ne sont pas compatibles avec celles du libéralisme économique, ni avec celles de la droite... comment faire émerger une composante d'écologie politique forte au sein d'un espace progressiste... ?" indiquait une motion, signée par des proches d'Antoine Waechter et qui a obtenu 59,77% des voix.

A la tribune, certains ont poussé plus loin les feux de la recomposition : "Ni gauche ni droite est un slogan irréal. L'histoire se construit par antagonisme des forces conservatrices et réformatrices"... "Cela me fait bien rire quand on dit que nous allons bouleverser le champ politique. Quand il y a 480 députés de droite à l'Assemblée nationale, 50 socialistes et aucun écologiste, on est bien obligé de se déterminer dans ce champ", remarquait Jean-Paul Deléage. Ou encore : "Si Superphénix redémarre, que fait-on en Lorraine ?" (au conseil régional de Lorraine, les écologistes se sont alliés à Gérard Longuet, désormais ministre de l'Industrie).

En théorie, face à la droite, il y a la gauche. Mais le mot fait peur. Seul, Yves Cochet a mis les pieds dans le plat, en proposant de confédérer des forces politiques alternatives à l'UDF, en évoquant une alliance entre les écologistes et les "nouveaux socialistes" dans la perspective des prochaines législatives. Les Verts semblent prêts à se plier au jeu bipolaire du système politique et rêvent d'être l'axe central de la recomposition du camp progressiste. Détail : d'autres en appellent à la recomposition, les socialistes notamment, qui représentent tout de même... 20% des suffrages.

M.T.

DOMINIQUE VOYNET : "Je m'inquiète de la perte d'espoir"

■ Comment analysez-vous ce qui s'est passé au conseil national des Verts ?

Le pire, qui aurait été de céder à la tentation de la "groupuscularisation" en interprétant l'échec comme celui de l'ouverture aux autres, de l'entente, a été évité. Ceux qui étaient tentés par un repli environnementaliste ou ceux qui voulaient faire comme si rien ne s'était passé en se polarisant sur la désignation d'un candidat des Verts à l'élection présidentielle ont perdu. Les objectifs de l'entente des écologistes ont été réinterrogés : elle ne doit plus se focaliser sur les perspectives électorales et les retombées médiatico-politiques au détriment d'un enracinement de terrain. L'assemblée générale extraordinaire, en juin prochain, devra partir de deux constats : d'une part que l'UPF s'est installée -et pour longtemps- aux commandes, d'autre part qu'il n'existe plus rien en face, alors que le PS continue de se décomposer.

■ Comment réagissez-vous à ce qui s'est passé au comité directeur du PS ?

Comme militante écologiste, je me sens peu concernée. Malgré la sanction, le PS ne semble pas prêt à engager un débat de fond sur le rôle de la France, ses institutions, les grands choix de développement, le type de société qu'il veut mettre en place. Les règlements de comptes entre éléphants ne m'intéressent pas. Prendra-t-on la peine de savoir ce qu'attendent les militants ? Une grande messe nationale n'est pas une réponse. Comme citoyenne, je déplore ce qui s'est passé. Je m'inquiète de la perte d'espoir que cela peut induire. Il ne faudrait pas trop décourager les gens du politique, ne pas trop donner l'impression que le Parti socialiste n'était qu'une machine de guerre pour prendre le pouvoir. Ce genre de déception nourrit le FN.

■ On parle d'assises de la gauche. Excluez-vous d'y participer ?

Les rencontres ne se décident pas ainsi. Elles ont eu lieu sur la guerre du Golfe, sur Maastricht. Elles ont lieu lorsque se présentent des sujets politiques pertinents, sur des idées. Mais cela ne signifie pas que le dialogue soit coupé avec les gens, ceux qui ont quitté le PS, ceux qui ont voté UPF par dépit... Les gens se sont sentis écrasés devant les logiques d'appareil. Sur Maastricht, par exemple, il n'y a pas eu de débat réel au PS mais une unanimité de façade en même temps qu'une criminalisation des opposants. Il n'est pas question de négocier un concubinage au sommet. Je n'ai pas envie de refonder la gauche. Le mot a trop servi à dire tout et n'importe quoi. Il faut sans doute en inventer de nouveaux. Forces de progrès ? Je ne suis pas sûre que ce soit le bon.

■ Quelle solution de rechange proposez-vous ?

Il s'agit de reconstruire un pôle progressiste, autonome, autour des écologistes, sur une base non-productiviste. Cela va prendre du temps. Il faut s'interroger sur la pertinence des formes de la démocratie représentative. L'important, c'est une démarche civique et démocratique qui recrée des lieux de dialogue, des contre-pouvoirs associatifs, syndicaux, ou mêmes politiques qui ne soient pas seulement motivés par les élections présidentielles.

Propos recueillis par Maryline Trassard

Nous vantons
depuis longtemps
nos robots, parmi
les plus sophistiqués
du monde.

Nous admirons
nos batteries de caisses
automatisées
dans les supermarchés.

Nous avons déjà
l'habitude
des distributeurs
automatiques
de billets,
nous commençons
à en voir apparaître
pour les cigarettes,
les journaux...

Vers la fin du tout-machine ?

Nous sommes à l'ère du tout-machine. Chez nous, tout, ou presque tout, de ce qui peut être automatisé l'a été ou va l'être. C'est dans ce tout qu'il y a problème. La machine peut-elle, doit-elle, remplacer l'homme en toute circonstance ? Oui, répondent,

au nom du progrès, nos supertechniciens. Ils ont, pourtant, oublié un détail : la machine ne sait pas sourire. Un DAB vous distribuera automatiquement vos billets, il vous dira même poliment merci : il ne vous sourira jamais. Un homme, peut-être. Lui seul est capable de ce plus.

C'est ce plus, tout petit et très grand à la fois, qui représente le dernier et seul bastion à résister à la furia d'un progrès mal compris, qui déshumanise l'homme.

C'est grâce à ce plus que, pour un homme, rien ne remplacera, jamais, un autre homme.

C'est ce plus qui permet, aujourd'hui, de poser la question des machines d'une manière nouvelle.

C'est grâce à ce plus que, dès aujourd'hui, on peut créer des emplois et faire reculer le chômage. ■



Leclerc

Dossier
préparé
par
Monique
Grima
et
Chrystie
Lipani

Des robots et des hommes

Les machines tuent l'emploi, entend-on dire depuis que les machines existent. Faut-il les casser pour autant, maintenant que l'emploi est rare ?

Posez la question à d'anciens OS qui travaillaient dans l'enfer des ateliers de peinture pour automobiles et qui dirigent maintenant, de loin, un robot. Leur réponse, comme hommes, ne fait aucun doute, même si, comme ouvriers, ils s'inquiètent pour l'emploi de leurs proches. Posez la même question à des automobilistes dans une station libre-service : certains vanteront la modernité du procédé, d'autres soupieront après le pompiste qui, dans le temps, essayait leur pare-brise ou vérifiait le niveau d'huile.

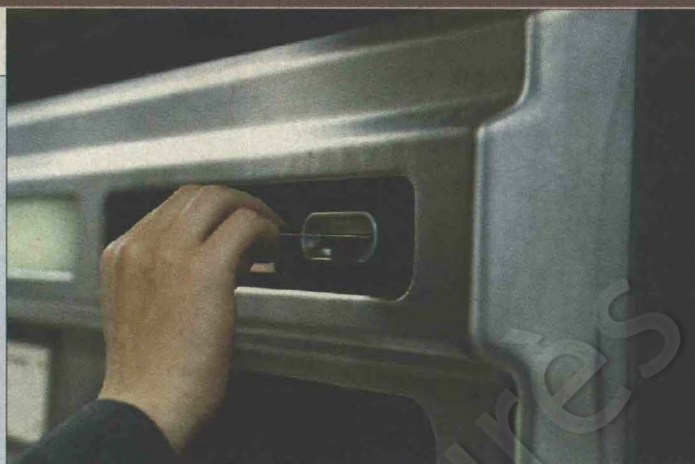
Au nom du progrès et de la modernité, la France a balayé ce soupir d'un revers de main. Et si c'était parce que, justement, on a balayé ce soupir que la France vient de dépasser les trois millions de chômeurs ? L'hémorragie touche surtout les entreprises, avec 130.000 postes en moins en 1992, tandis que le tertiaire en créait 120.000.

Partout, dans tous les grands pays industrialisés, les effectifs industriels ont chuté. Partout, les pertes ont été plus que compensées par des créations d'emplois dans les services. Partout, sauf en France où le taux de chômage, qui se situait en dessous de la moyenne des pays de la Communauté jusqu'en 1987, le dépasse depuis.

Si, en matière d'emploi, la France se retrouve en posture de cancre, c'est pour une raison paradoxale. Elle s'est montrée la meilleure élève dans un autre domaine, la hausse de la productivité, 2,2% de 1982 à 1990. Seul le Japon fait mieux avec 3,1%, alors que les USA se contentaient de 1,3% et l'Allemagne de 2%. De tous côtés, on l'a applaudie pour cet exploit, obtenu grâce à ses investissements mais, aussi, grâce à la modération salariale et à des licenciements

massifs. Grâce à lui, elle a pu conquérir de nouvelles parts de marché à l'exportation, créer d'autres emplois, moins nombreux, retrouver une balance commerciale excédentaire. Mais, sur sa lancée, la France a voulu trop bien faire. Dans l'industrie, sa productivité a augmenté plus vite (2,6%, entre 1979 et 1989) qu'en Allemagne (2,2%), mais moins qu'au Royaume-Uni (4,3%), au Japon (4,2%), aux Etats-Unis (3,7%) et en Italie (3,4%). Hors industrie, la hausse est apparemment moins forte, mais ses 2% ne sont dépassés que par les 2,9% japonais, alors que l'Allemagne et l'Italie se contentent de 1,5%, et les USA de... 0,3%.

A part le Japon, la France est le seul pays à avoir couru après la productivité dans tous les secteurs de l'économie, ceux qui étaient exposés à la concurrence internationale et ceux qui ne l'étaient pas, dans l'industrie manufacturière et dans les services. Ce dont se sont bien gardés les autres pays, et spécialement les anglo-saxons, qui ont choisi une évolution à deux vitesses, en poussant au maximum leurs gains de productivité dans l'industrie manufacturière et en les limitant dans les services qui ont donc pu créer massivement des emplois. Cette course tous azimuts a été d'autant plus forte chez nous que les charges sur les entreprises, très importantes par rapport au salaire direct, reposent sur les salaires et, donc, grosso modo, sur l'emploi. Dans d'autres pays, les prélèvements reposent plutôt sur la valeur ajoutée, sur les machines. Rien de tel en France où réduire l'emploi en s'automatisant signifie payer moins d'impôt !



◆ LA MACHINE AU SERVICE DU SERVICE ◆

De tradition, la caisse d'épargne est une banque de proximité favorisant l'accueil aux guichets. La fusion des caisses (240 réduites à 31), voulue par les pouvoirs publics afin d'affronter les enjeux européens, a permis au réseau de ne plus se limiter au livret A et de proposer toute la panoplie des produits bancaires. Devenant des banques à part entière, les caisses ont développé de nouvelles tâches, notamment dans le secteur commercial où a été mise en place une nouvelle relation au client. C'est le cas pour la caisse d'épargne Loire-Drôme-Ardèche (LDA) : 1.250 personnes, 250 agences et 137 distributeurs.

"Le réseau des caisses était très nettement en sous-effectif, explique Jacques Monnier, du Syndicat unifié des caisses d'épargne, et secrétaire du comité d'entreprise. La restructuration s'est donc passée sans heurts. Il n'y a pas eu de recul social. Le regroupement de LDA a même entraîné 99 embauches et un effort important a été fait en matière de formation (6% de la masse salariale)." La machine n'a donc pas entraîné de licenciement. L'essentiel de l'activité se faisant au guichet, l'informatique permet d'orienter les

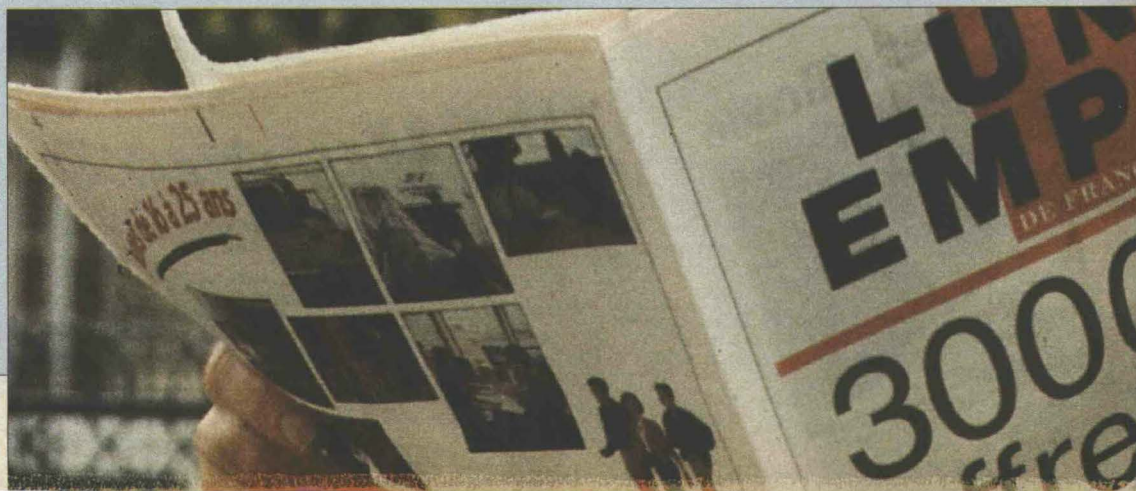
A la caisse d'épargne Loire-Drôme-Ardèche, l'utilisation de l'informatique et la modernisation des agences permettent de favoriser une autre relation au client, plus orientée vers le conseil.

clients vers les automates pour les opérations courantes et donne plus de temps à l'agent pour des activités de conseil. "Mais il faut du temps et de la pédagogie pour le faire comprendre aux clients, avoue Roland Méasson, directeur des ressources humaines. La machine ne tue pas le contact à condition de veiller à ce que celui-ci ne se fasse pas uniquement par son biais. Cela suppose tout un travail en amont."

"Les syndicats ont toujours été attentifs au maintien d'un équilibre, souligne Jean Bernard Civet, délégué CFDT. Il ne faut pas éloigner notre clientèle, ni l'envoyer vers les distributeurs. On risque de ne plus la voir et d'être obligés d'aller la rechercher." De la fusion découle la volonté d'investir dans la modernisation du réseau. "C'est tout l'enjeu de l'évolution de nos métiers, précise Roland Méasson, aller vers une relation plus qualitative centrée sur

l'approche client et non pas sur l'approche produit." Pour le secrétaire du CE, "le système informatique actuel ne répond plus aux besoins et entraîne parfois des conséquences douloureuses pour les clients comme, par exemple, un salaire qui n'est pas viré en temps voulu." "Il est prévu, dès à présent, rappelle le directeur, la mise en place d'une technologie évolutive, un terminal dit intelligent qui permettra à l'agent d'avoir une vision globale de la situation du client dans l'entreprise, à travers un outil performant d'aide à la décision."

Aujourd'hui, la modernisation des agences se poursuit dans le cadre d'un nouveau concept "marchand-design", conforme à une politique commerciale déterminée au plan national. "Objectif : rénover cent agences en trois ans. Donner une nouvelle image à travers des agences ouvertes avec une approche par univers de besoins, privilégier le conseil et la relation personnalisés." Pour cela, le personnel commercial suit une formation spécifique à l'école des ventes de la caisse, alternant la théorie et la pratique en situation réelle. 500 personnes seront ainsi formées d'ici à 1994.



Dans le tertiaire français, on rencontre beaucoup de poids lourds de la banque, de la grande distribution, et peu de services aux personnes dont le poids est inférieur à la moyenne des autres pays industrialisés : 7,7% contre 8,9%. Or, ce sont eux qui fournissent ailleurs le plus de créations d'emplois.

Les grandes entreprises françaises du tertiaire ont adopté le même comportement que l'industrie. Cette course à la rentabilité peut être payante à moyen terme pour l'emploi, avec le marché unique et l'élimination des barrières en Europe, car leur structure industrialisée peut leur permettre de gagner des parts de marché et, donc, de réembaucher plus tard. Mais, en taillant dans leurs effectifs, elles ont réduit la qualité de leurs prestations. Les hypermarchés sont aujourd'hui des déserts en matière d'emploi : on n'y voit plus que le ballet discret des manutentionnaires,

l'équipe des caissières, et la ronde du personnel de surveillance. Les banques, qui ont multiplié les DAB dans les rues, ne voient plus qu'occasionnellement des clients qu'elles s'efforcent pourtant d'attirer par des conseils personnalisés. Les stations-service n'assument plus leur service de sécurité des usagers qu'assumaient les pompistes en vérifiant d'un œil l'état de la voiture. Avec moins de personnel, les grandes firmes ont fait supporter à leur clientèle une partie des services qu'elles leur offraient elles-mêmes auparavant. Pas toutes, cependant. Certaines ont compris que le tout-machine pouvait se retourner contre elles et qu'elles ne pouvaient pas se permettre impunément de casser le service et l'emploi.

Le mouvement a commencé dans les entreprises, avec le nouveau mot d'ordre de "changer le travail" ou, plus modestement, avec un regard plus lucide sur les machines. Peugeot, par exemple, s'est aperçu qu'il avait privilégié des robots trop sophistiqués, qui tombent trop souvent en panne.

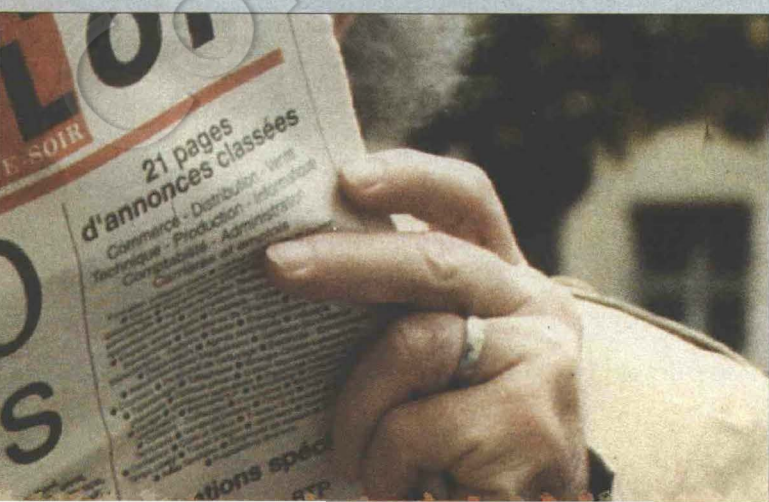
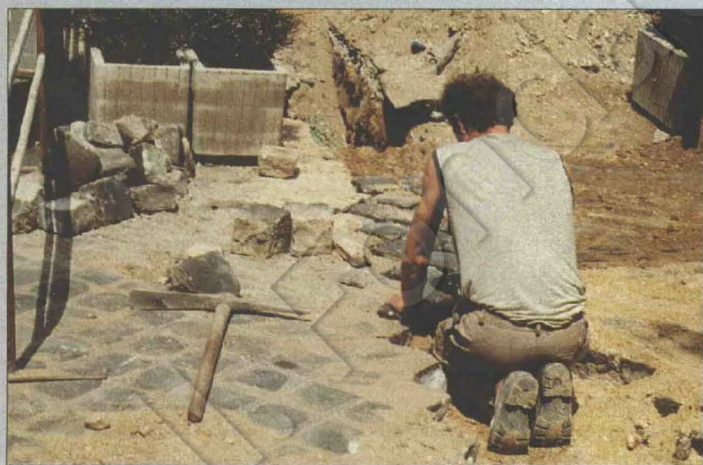
Certaines entreprises du tertiaire ont suivi, en commençant à privilégier de nouveau le service au client. Les caisses d'épargne se sont démarquées des banques -qui se demandent aujourd'hui comment licencier un personnel, embauché massivement dans les années 70/80- et ont opté pour une politique de formation et de reclassement au service du public (voir encadré). Certains hypermarchés ont repeuplé leurs allées d'hôtesse, de démonstratrices de produits, de pousseurs de caddies, et entouré les caisses de personnel pour aider les clients. Le magasin Auchan de la ZUP du Mont-Gaillard, au Havre, est allé plus loin (voir encadré). La piste est prometteuse, mais, dans toutes ces entreprises, il faudra attendre la reprise pour revoir des créations nombreuses d'emplois.

En revanche, même en cas de croissance faible, les services aux personnes, eux, peuvent créer beaucoup d'emplois. Ce ne sont pas les besoins qui manquent. Ils sont liés aux changements sociaux, culturels ou sociologiques -comme le soutien à domicile des personnes âgées, la garde d'enfants-, peuvent contribuer à l'amélioration de la vie quotidienne et à la protection de l'environnement comme l'ont voulu le conseil général de la Mayenne et le service des eaux de l'Ariège (voir encadré).

Pourquoi ces services ne se développent-ils pas en France ? L'opinion

publique les a catalogués, à la fois, comme des "petits boulots" pour ceux qui les exercent et comme consommation de luxe pour ceux qui les paient : la spirale est doublement négative. Il faut la casser car c'est elle qui est, aussi, responsable de la spirale du chômage. Il existe déjà nombre d'emplois aidés : tous ces dispositifs ont permis la création nette d'environ 150.000 emplois en 1992. Sur les 120.000 emplois supplémentaires créés dans les services, on compte 100.000 contrats emploi-solidarité.

Il faut aller plus loin. Les suggestions, comme celles du développement du crédit à la consommation des services, des chèques-services, de dégrèvements fiscaux allant au-delà des emplois de proximité vont dans ce sens. La nouvelle majorité aura-t-elle le courage d'y recourir ?



◆ EN MAYENNE, DES HOMMES PLUTÔT QUE DES MACHINES

Des hommes plutôt que des machines, c'est ainsi qu'a raisonné le conseil général de la Mayenne, en 1992. Il voulait nettoyer les berges de la Mayenne, élaguer ses chemins de halage pour renforcer leur vocation touristique. Il aurait pu acheter de grosses élagueuses ou d'autres gros engins, faire appel à ses agents de travaux titulaires ou à une société de service. Il a préféré suivre son président, Jean Arhais, qui, selon son entourage, "refusait de voir des gens rester au bord de la route, sans activité, sans espoir et dans l'isolement le plus complet", et créer quarante d'abord, puis cinquante-huit emplois de contrat-solidarité, sur six mois renouvelables, pour des chômeurs de longue durée, des allocataires du RMI et des handicapés. Encadrés par des agents de l'Équipement, ils sont suivis par les travailleurs sociaux du secteur qui veillent à leur réinsertion et qui, à l'issue de leur contrat, leur préparent une insertion professionnelle dans les métiers du BTP et de l'environnement ou comptent les pousser à se lancer dans les concours pour devenir agents titulaires.

◆ EN ARIÈGE, DES HOMMES POUR UN SERVICE NOUVEAU

Le service des eaux et de l'assainissement de l'Ariège a voulu suivre à la lettre une circulaire de 1990 sur la création de zones (à clôturer, débroussailler, nettoyer...) pour protéger les points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine, qu'il s'agisse de captage de sources ou de pompage de nappes phréatiques. En avril 1991, grâce à un financement de l'État pour les frais liés à la formation et du département pour des crédits d'insertion correspondant aux dépenses d'encadrement et de matériel, il a procédé au recrutement de quatre CES, allocataires du RMI et chômeurs de longue durée, pour une durée initiale de huit mois renouvelables. En plus de la volonté de développer l'insertion par l'économique, les responsables de l'opération voulaient voir s'il était possible de créer un service nouveau d'amélioration de l'eau potable du département. Las ! Les communes qui n'étaient pas liées à eux par contrat ne se sont pas senties concernées. Moralité tirée par le service des eaux : "La prise de conscience doit se faire petit à petit."

◆ AU HAVRE, DES JEUNES MOINS DESCEUVRES

Pillé par des jeunes désœuvrés, le supermarché Auchan de la ZUP de Mont-Gaillard, au Havre, a monté une association pour faire ouvrir les équipements sportifs du quartier pendant les vacances scolaires, créer une salle de sport, mis un mur à la disposition des taggeurs... et embauché trois jeunes, en attendant de recruter des animateurs pour l'association : le vol a chuté de 1,5 à 0,5%.

le retour des pompidoliens

Le gouvernement d'Edouard Balladur, qui s'inscrit dans la stratégie présidentielle de Jacques Chirac, porte la marque du pompidolisme.

La composition du gouvernement a provoqué un concert de louanges : "un sans-faute", titre Jean-Marie Colombani dans une formule résumant le sentiment des médias. La rapidité de sa constitution, un gouvernement relativement resserré, la mise en place sans anicroche de la cohabitation sont des points positifs pour Edouard Balladur. L'absence de toute critique est quand même étonnante. Les critères de jugement changeraient-ils selon la couleur de l'équipe en place ?

LA GARDE DE FER

Curieusement, la seule critique charpentée est venue des rangs de l'actuelle majorité. Jean-Louis Borloo a qualifié l'équipe Balladur de gouvernement "de la mairie de Paris et de la démocratie chrétienne". C'est dire combien aujourd'hui ce gouvernement répond à la stratégie présidentielle de Jacques Chirac. Le rapport entre Chirac et Balladur est ancien. Les élections de 1993 marquent un retour triomphal des pompidoliens. Edouard Balladur était déjà "le conseiller le plus écouté" (1) de Georges Pompidou, premier ministre du général de Gaulle. Jacques Chirac, l'un des jeunes que Pompidou a mis en avant, faisait partie, avec Balladur, Robert et Juillet, de "sa garde de fer" (1). Lors des accords de Grenelle, en mai 1968, Georges Pompidou avait à ses côtés Chirac et... Balladur, qui lui servait de tête pensante. Les deux hommes s'étaient retrouvés dans un front commun contre le gaullisme de gauche incarné par Chaban.

Jean Lacouture note que, sous la pression des gaullistes de gauche, Pompidou demanda à rédiger une loi de participation à "celui qui était le moins favorable au projet, Edouard Balladur" (1). Jacques Chirac portera l'estocade en soutenant Giscard contre Chaban, le candidat de son parti.

LES TALONS D'ACHILLE

Cette rupture avec les fractions populaires du gaullisme (la gauche récupérant, dans les années 70-80, l'électorat populaire laissé à de Gaulle en 1958, le Front national effectuant une nouvelle saignée depuis 1985) a handicapé Chirac aux présidentielles de 1981 et 1988 et provoqué la poussée populiste Pasqua-Séguin au RPR. L'image moins antisociale qu'en 1986 dont il a absolument besoin pour assurer le succès d'un candidat RPR en 1995, Balladur l'a traduite par l'appel aux centristes, favorisés dans ce gouvernement, et par la figure rassurante de Simone Veil. La victoire de Philippe Séguin au perchoir doit-elle être interprétée par une réaction de la base RPR ou par une suprême habileté chiraquienne ?

Restent quelques talons d'Achille dans ce dispositif. N'épiloguons pas sur la fausse note du remplacement de Kouchner par Lucette Michaud-Chevry : la dame de fer de la Guadeloupe n'a pas un profil très humanitaire.

On comprend le sens de la nomination de Pasqua à l'Intérieur, mais son attelage avec Simone Veil, chargée de la ville, n'est pas sans contradiction.

Et surtout, il s'agit d'un gouvernement fermé sur la société. Quand on pense qu'un gouvernement composé de moitié de non-socialistes a été fustigé pour son manque d'ouverture ! Même le gouvernement du général de Gaulle affichait quelques ministres techniciens. Celui de 1993 comprend tout l'état-major du RPR : le secrétaire général, les deux secrétaires généraux adjoints et les présidents, vice-présidents du PR et du CDS. C'est également un gouvernement très parisien (avec le président du conseil général des Hauts-de-Seine à l'Aménagement du territoire, celui du conseil régional d'Île-de-France au Travail, le maire de Neuilly) sans représentation des zones sinistrées par le chômage.

Bernard Chaouat



(1) Jean Lacouture. "De Gaulle", tome 3, Le Seuil.

PETITES ANNONCES

☎ 45.56.78.57



La ville de Fameck

(Moselle) 14.022 habitants

recrute

UN CADRE A

(attaché territorial ou contractuel) pour exercer les fonctions de

CHEF DE CABINET DU MAIRE

PROFIL

- Sens de l'initiative et de l'organisation.
- Qualités relationnelles et capacité de travail en équipe.
- Disponibilité.
- Formation supérieure (bac + 3) : lettres, droit, sciences économiques ou communication.

MODALITES DE RECRUTEMENT

Le poste est à pourvoir :

- soit par mutation d'un attaché territorial
- soit par recrutement d'un candidat au concours d'attaché territorial inscrit sur la liste d'aptitude
- soit par recrutement direct (emploi contractuel).

Envoyer candidature et CV à :

Monsieur le Maire de Fameck, Hôtel de Ville, 57290 FAMECK

18301

Groupe socialiste Montluçon (03)

recrute

SON ATTACHE(E) DE GROUPE

prise de fonction immédiate souhaitée (mais négociable)

adresser candidature manuscrite, CV et photo à : François Laplanche, 9 rue des Tourterelles - 03100 Montluçon

18302

► EMPLOI

18303 - **Attaché parlementaire** (ex !) pdt 7 ans, élu local, form. cadre socio-cult. + cycle perf. E.N.A., ch. poste ds coll. loc. ou territ., org. développement local... Economie, communication, rel. pub., cabinet. Préf. dépt. 22, 35, 44, Paris. ☎ 96.70.34.49

18304

LOCATION

18304 - **OCEAN** - A louer, chalet 4-6 pers. sous les pins ds village-club naturiste La Jenny (33), piscine, mini-club, équitation, golf, tennis, etc. 3.200 F la semaine du 26.6 au 10.7. ☎ (16) 56.48.14.27 (soir)

18305 - **COTE D'AZUR** - Grand studio, 80 m², Ceyreste, 5 km plage et La Ciotat, terrasse, tt conf., jardin, parking, calme campagne, libre juin, juillet, sept. ☎ 42.08.44.95 (hdb) ou 42.83.37.73 (soir)

18306 - **CHARENTE-MARITIME** - Camping à la ferme à 15 mn de La Rochelle, dans le parc naturel du Marais poitevin, location de caravane sur place, hivernage caravanes et bateaux, équitation sur la ferme. ☎ (16) 46.01.82.98

18307 - **HERAULT- Lunel** (15 km Grande-Motte et Grau-du-Roi), à louer du 3 au 17 juillet, maison indépendante, 8 couchages, tt conf., jardin, terrasse. ☎ 67.71.10.79

18308 - **AVEYRON** - A 9 km de Capdenac, maison indépendante, de caractère, 6 pers., à louer de juin à octobre. ☎ 85.45.73.96

18309 - **CORSE** - Maison traditionnelle 2 pièces + cuis. + sdb, ds village de montagne (Pietralba), à 20 mn de la mer, à louer de mai à septembre, 1.800 F / semaine (+150F/jour suppl.). ☎ 95.32.61.88 (soir)

le point sensible de la cohabitation

Dès le 29 mars, François Mitterrand adressait à la nouvelle majorité quelques mises en garde dans un domaine, la politique européenne et internationale, où le président de la République entend conserver toute sa place. Ce qui en fait l'un des lieux où le risque de paralysie ou de conflit est le plus sensible en raison de la dualité des responsabilités.



Lors de la première cohabitation (1986-1988), le monde était encore régi par les règles de Yalta, qui avaient imposé un certain consensus sur la politique étrangère. Il n'y eut donc pas de graves désaccords entre le président et le premier ministre d'alors, Jacques Chirac.

Il en va tout autrement aujourd'hui, où l'effondrement du communisme, la réunification de l'Allemagne, le retrait massif des contingents américains d'Europe et les risques de conflits à l'Est, notamment, ouvrent une nouvelle donne dans les relations internationales. Notre pays doit y redéfinir sa place et repenser tout à la fois sa politique de défense, sa relation avec l'OTAN, son rôle en Europe... Il n'est pas sûr qu'une identité de vues se manifeste sur ces sujets (et d'autres : paix au Proche-Orient, guerre en Bosnie...) entre l'Elysée et le Quai d'Orsay, occupé désormais par Alain Juppé.

RELATIF CONSENSUS AU PLAN EUROPEEN...

Concernant l'option européenne, François Mitterrand semble avoir été entendu. Le premier ministre lui-même a, tout au long de la campagne pour la ratification du traité de Maastricht, en septembre 1992, affirmé son choix européen et appelé à un vote positif, contre la majorité des militants, des élus de son parti, le RPR, acquis au non. Le nouveau ministre des Affaires étrangères se situait, lui aussi, dans le camp du oui, même s'il exprimait quelques "perplexités" à l'égard de l'union européenne.

Quant à Alain Lamassoure (UDF), qui succède à Elisabeth Guigou, ses fortes convictions européennes sont connues. Au plan gouvernemental, l'orientation est claire. L'annonce d'un prochain voyage d'Edouard Balladur à Bonn et sa rencontre avec le chancelier Kohl rassurent ceux qui craignaient, en France et en Allemagne, une remise en cause de l'axe Paris-Bonn dans la construction européenne. Les déclarations d'Alain Juppé sur une "initiative franco-allemande en matière monétaire" et la "remise à plat des relations avec l'Allemagne" ne sont pas non plus en contradiction avec les positions de François Mitterrand.

Toutefois, à l'Assemblée nationale, l'élection au "perchoir" de Philippe

Séguin, député RPR des Vosges et anti-européen notoire, permet de penser qu'une forte proportion d'élus du RPR (mais aussi quelques députés UDF) est opposée à la construction européenne. Des tensions risquent de se manifester sur ce thème central entre le gouvernement et sa majorité comme entre les composantes de cette majorité. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas tardé à faire entendre sa différence en annonçant - un an à l'avance ! - que l'UDF présenterait aux prochaines élections européennes une liste distincte de celle du RPR. Contrairement à ce qui s'était passé en 1989. C'est un point sur lequel par conviction et par tactique, VGE sera très à cheval.

On peut compter sur le nouveau président de l'Assemblée nationale pour, à l'occasion, faire regretter au premier ministre la victoire du RPR dans cette bataille du "perchoir". Tout n'est donc pas rassurant sur le plan européen, même si le dispositif gouvernemental peut réduire les incertitudes. Encore que les positions dures prises par la droite sur le dossier du GATT - notamment dans son volet agricole - mettent en porte-à-faux le nouveau gouvernement avec ses partenaires européens. Même si le ton adopté le 5 avril à Luxembourg était plutôt modéré, responsabilité gouvernementale oblige...

...ET UNE DIPLOMATIE A REDEFINIR

Sur les autres aspects de la politique internationale, les choix de la nouvelle majorité sont peu clairs. François Mitterrand va suivre de près, au fil des lourds dossiers, les positions prises par Edouard Balladur et son ministre des Affaires étrangères. La guerre en Bosnie, l'engagement massif des soldats français dans de nombreux conflits, sous l'égide de l'ONU, la relation avec l'OTAN, la coopération avec les pays de l'Est et du Sud, l'organisation du commerce international, la réforme de l'ONU, le droit d'ingérence humanitaire, plus généralement la conception du nouvel équilibre mondial à construire, autant de sujets sur lesquels on attend des initiatives, des prises de position et des décisions qui ne mettent pas en cause le redressement, opéré par François Mitterrand, de l'image et de l'action de notre pays à l'extérieur de nos frontières. Mais qui tiennent compte de la nécessaire redéfinition de la diplomatie française.

Il faut souhaiter que, dans un domaine dont le poids pèse de plus en plus lourd sur notre avenir en raison de la mondialisation des échanges et de ses conséquences, positives et négatives, l'intérêt de la France et de la Communauté européenne l'emporte sur des préoccupations politiques internes ou des conceptions nationales étriquées, porteuses de régression.

Ghislaine Toutain

ITALIE

au bout du tunnel, le référendum

*Plus de quarante-cinq ans de vie républicaine sclérosée,
à l'enseigne de l'immobilisme... ou presque.
Et puis, les coups de boutoir des juges qui viennent tout précipiter.
De Milan à Palerme, de Naples à Rome,
c'est la déroute d'un système qui avait pourtant traversé indemne
des épreuves comme le terrorisme des années de plomb.*

Aujourd'hui, comme soutiennent nombre de commentateurs, c'est à la chute d'un régime que l'on assiste en direct. Les dernières séquences, ces jours-ci, défilent à un rythme accéléré, comme si le film commencé en février 1992 -début du grand déballage- s'emballait. A chaque pas en avant des juges, on se demandait quelle ampleur pourrait avoir le suivant. Aujourd'hui, on est fixé. Certains n'avaient pas manqué de le prédire : quand le nettoyage atteindra le Sud, tout prendra une autre dimension. Après la mise en cause pour sa collusion avec la Mafia du symbole même du pouvoir, Giulio Andreotti, qui était pourtant passé à travers des décennies parsemées de scandales, on peut dire que le point de non-retour a été atteint. La corruption, le financement illégal des partis, comme c'était le cas jusqu'ici à Milan, apparaissent presque secondaires. Et même si les propos d'un repentant qui aurait parlé de la participation d'Andreotti à un rite d'initiation à Cosa Nostra peuvent être mis en doute, le choc a été de taille. Quelqu'un de haut placé à Rome protégeait les mafiosi. Des années de rumeurs, de soupçons de la part de l'opinion publique se voient confirmées sans équivoque par les déclarations de près d'une dizaine de repentis. De l'incroyable si l'on n'était pas dans un pays qui, désormais, s'attend à tout.

L'ouverture d'une enquête sur Andreotti n'allait d'ailleurs anticiper que de quelques heures d'autres développements tout aussi éclatants. A Naples, dans la métropole du Sud, c'est toute la classe dirigeante qui avait passé des alliances avec la Camorra pour échanger soutien électoral contre argent public des grands travaux. L'enquête napolitaine, après avoir mené à deux anciens ministres démocrates-chrétiens, s'élargit de jour en jour. Des magistrats aussi seraient impliqués. Les mandats d'arrêt arrivent par dizaines. Dans tout ce déballage criminel, on en oublierait presque que, dans l'autre région du Sud à forte présence mafieuse, la Calabre, une autre tête d'affiche est mise en cause. Encore un ancien ministre de la DC, Riccardo Misasi, qui est montré du doigt par les juges comme étant membre de ce

"comité d'affaires" composé d'hommes politiques et de chefs de la N'drangheta, la Mafia calabraise, qui avait la région sous sa coupe. Sans faire de quartier, y compris au prix de l'élimination physique de concurrents comme Ludovico Ligato -ancien président des Ferrovie dello Stato, la SNCF italienne- qui avait pensé pouvoir se remettre en affaires dans sa ville natale, Reggio de Calabre, justement. Il n'avait pas pensé qu'il allait déranger. Il fut éliminé en août 1989. Des méthodes plus de gangsters que de politiques qui se retrouvent d'ailleurs à Naples où, selon le récit d'un repentant, un homme politique libéral aurait renoncé à faire éliminer sa rivale... simplement à cause des honoraires exorbitants réclamés par le tueur contacté.

A LA RECHERCHE D'UNE TRANSITION HONORABLE

Ce ne sont que quelques exemples de ce qui est en train de sortir de la grande mise à table nationale. Une crise morale que Giovanni Spadolini, président du Sénat, a défini comme "notre guerre d'Algérie". Suffisant pour convaincre le pays qu'il faut absolument et définitivement tourner la page. Le gouvernement de Giuliano Amato, qui perd des morceaux à un rythme alarmant -depuis le 10 février, cinq ministres, impliqués pour

corruption, ont dû jeter l'éponge- est à un stade de liquéfaction avancé. Un gouvernement à ample base parlementaire avec, comme garant, le président de la République lui-même, apparaît comme l'unique recours possible. Le président lui-même, après avoir cherché à rassurer le pays, n'a-t-il pas d'ailleurs déjà mis le gouvernement en quarantaine tout en partant à la recherche d'une solution qui permette une transition honorable ? Toute la question est de savoir si le gouvernement arrivera à survivre jusqu'au 18 avril, date fatidique du référendum qui devrait sonner le glas du système proportionnel que l'on retient comme responsable des dérives actuelles, pour céder le pas à une loi majoritaire qui donnerait plus de responsabilité à l'élu face à ses électeurs et devrait moraliser et clarifier le jeu politique.

Les partis semblent pour l'instant décidés à tenir coûte que coûte jusqu'à cette date. On devrait ensuite s'attendre à un nouveau gouvernement, dirigé par une haute personnalité, qui appellerait des hommes et des femmes au-dessus de tout soupçon... et à l'abri d'ennuis avec la justice. Ce gouvernement devrait pouvoir compter sur l'appui d'une bonne partie de l'actuelle opposition (ex-communiste du PDS, PRI, Ligue autonomiste). Les partis seraient en retrait.

En quelques mois, le gouvernement et le Parlement (même si beaucoup trouvent qu'il souffre d'une trop forte délégitimation) travailleraient de concert à la mise en place d'un système électoral majoritaire conforme à celui en faveur duquel -du moins on le pense- les électeurs se prononceront le 8 avril prochain. Après -probablement au mois d'octobre-, les conditions seraient réunies pour tenir des élections générales. Une nouvelle classe dirigeante -passée au sas d'un nouveau système majoritaire- pourrait alors prendre place. Mais, d'ici à octobre, au rythme où tombent les mauvaises nouvelles, tout peut encore arriver...

Salvatore Aloise



Rome, 27 février 1993 : manifestation antimafia et contre le gouvernement Amato.



▲ L'évacuation des Musulmans de Srebrenica. Assurer la survie des populations en danger, c'est aussi, par leur déplacement, participer à l'entreprise de purification ethnique.

BOSNIE-HERZEGOVINE déjà un an... un terrible bilan

Entre négociations et coups de force, il semble que l'on revienne sans cesse au point zéro d'une situation inextricable. Ce n'est pourtant pas faute de persévérance de la part de la communauté internationale.

Le 6 avril 1992, les Douze, bientôt suivis par les Etats-Unis et de très nombreux pays, reconnaissent la Bosnie-Herzégovine, qui était admise à l'ONU le mois suivant. Ce même 6 avril, l'armée yougoslave commençait le siège de Sarajevo tandis que le "parlement" des Serbes de Bosnie-Herzégovine proclamait l'indépendance d'une "République serbe de Bosnie-Herzégovine" que laissait prévoir la création de plusieurs régions autonomes dès l'automne 1991. Sous le prétexte que les Musulmans et les Croates menaçaient les Serbes de "génocide" et qu'un Etat bosniaque multinational était de ce fait impossible, les extrémistes serbes amorçaient une politique qui allait se transformer en purification ethnique réalisée par la guerre et la terreur. Tandis que les extrémistes croates profitaient de l'occasion pour constituer un Etat autonome dans le cadre théorique d'une Bosnie-Herzégovine indépendante, les Musulmans, dépourvus de base arrière et impréparés à la guerre, allaient devenir les principales victimes du déferlement de la violence.

Un an après l'ouverture déclarée du conflit armé, le bilan se chiffre à 130.000 morts -dont des milliers d'enfants- des viols, des atrocités égrenées tout au long des nombreux rapports publiés par de multiples organisa-

tions internationales sans compter les destructions de toute sorte, et plus de 1.500.000 réfugiés et personnes déplacées, soit entre le tiers et la moitié de la population.

L'activité de la communauté internationale, évaluée en nombre de réunions et de missions, a été considérable, mais on ne peut en dire autant de ses résultats.

LE ROLE AMBIGU DE L'AIDE HUMANITAIRE

S'il est vrai que la FORPRONU a réussi, vaillamment, à permettre aux organisations humanitaires d'assurer la survie précaire de la majorité des populations en danger, l'ONU et la diplomatie internationales se sont révélées totalement impuissantes à faire prévaloir le droit contre l'agression des extrémistes serbes soutenus par les autorités de Belgrade. L'information selon laquelle le Haut Commissariat aux réfugiés envisageait d'évacuer 10.000 civils de Srebrenica illustre toute l'ambiguïté de l'action des organisations internationales. Elles sauvent, certes, des vies, mais elles participent aussi à l'entreprise de purification ethnique voulue par les Serbes de Karadzic et condamnée par la communauté internationale. Il ne restera plus aux 10.000 civils évacués sur Tuzla qu'à attendre le prochain assaut ou subir -pendant combien de temps ?- des effets de l'asphyxie progressive d'une des dernières régions libres de Bosnie.

Les Nations Unies ne restent cependant pas inertes. Le Conseil de sécurité vient d'ordonner la destruction -en vol et non à terre- des avions qui enfreindraient l'interdiction du survol aérien de la Bosnie, et face au refus massif et renouvelé du "parlement" des Serbes de Bosnie d'accepter le plan Vance-Owen, il est envisagé d'isoler complètement la Serbie.

Ces mesures, qui auraient pu être prises il y a un an et même à l'automne 1991, lorsque Vukovar était détruit, finiront sans doute par avoir quelque effet. Mais quand ?

Maurice Lazar

BREF... EN BREF... EN

■ Cambodge : le retour de Pol Pot ?

Boutros Boutros-Ghali s'est rendu au Cambodge les 7 et 8 avril, alors que la situation se dégrade à moins de deux mois des élections que doit organiser l'APRONUC. L'assassinat de trois Bérêts bleus bulgares par les Khmers rouges qui fait suite à une série de massacres et au développement d'une campagne raciste antivietnamienne par les mêmes, fait craindre que le Cambodge ne replonge dans le chaos et que soit empêché le bon déroulement des élections, les Khmers rouges souhaitant reconquérir, à tout prix, le pouvoir.

■ Proche-Orient :

Hosni Moubarak et Itzhak Rabin devraient se rencontrer au Caire le 20 avril. En outre, les Etats-Unis et la Russie ont lancé des invitations pour la tenue d'une neuvième session des pourparlers israélo-arabes, le 20 avril, à Washington.

■ Pour la première fois, 50,4% des Japonais se prononcent, dans un sondage, pour une révision de la Constitution qui permettrait à leur pays de participer à des opérations de paix internationale.

■ La CE s'ouvre à la Norvège.

Les négociations d'adhésion de la Norvège à la CE ont débuté le 5 avril à Luxembourg. La présidence danoise a souhaité que les discussions avec les autres pays candidats (Suède, Finlande, Autriche) progressent parallèlement.

BILL SOUTIENT BORIS

La communauté internationale se mobilise pour soutenir les réformes en Russie. La CE, après les Etats-Unis, s'engage pour la paix.

Au sommet de Vancouver, les 4 et 5 avril, Boris Eltsine a obtenu du nouveau président américain un soutien financier, certes modeste (1,6 milliard de dollars pour l'aide humanitaire et l'assistance médicale, des subventions pour l'achat par la Russie de produits alimentaires, un soutien au secteur privé et à la démocratisation...). Mais, surtout, il a reçu un encouragement sans faille à sa politique de réformes. Un défi pour les deux présidents : faire accepter par leurs opinions, réticentes l'une comme l'autre, mais pour des raisons différentes, ce que Bill Clinton estime être un "investissement dans la paix". A la veille d'un référendum à l'issue incertaine, prévu pour le 25 avril, Boris Eltsine espère ainsi convaincre les Russes de se ranger derrière lui. Alors même que son opposition lui reproche d'être trop tourné vers les Etats-Unis. Sera-ce suffisant pour éviter le pire ? Partageant le souci de Clinton et d'Eltsine, et comme en écho, la CE vient d'accepter un accord de partenariat avec la Russie, perspective lointaine à la création d'une zone de libre échange. Cette mobilisation internationale, saluée par Helmut Kohl, et que devrait confirmer la prochaine réunion du G7, les 14 et 15 avril à Tokyo, pour stabiliser le processus de réforme et forcer la main à la paix, ne doit cependant pas faire oublier que l'avenir de la Russie est d'abord entre les mains des Russes.

G.T.

RÉCONQUÊTE

Les militants de base, les sans-grade, ceux que l'on appelle à 4 h du matin pour aller coller une affiche, sont amers, messieurs les élus et autres dirigeants du PS !

Ils sont amers car, depuis très longtemps, ils vous disaient en réunion de section que, dans les entreprises, dans la rue, grondait le vent de la désapprobation. Ils vous faisaient parvenir l'écho du peuple et vous vous êtes bouché les oreilles ! Vous vous êtes bandé les yeux !

Pêle-mêle, ils disaient : pourquoi copions-nous avec des gens qui ne nous ont jamais été fidèles (Soisson, Baume, etc.), pourquoi avons-nous tabassé les infirmières, corporation où combien appréciée des Français, pourquoi avons-nous fait des cadeaux au patronat pour qu'il embauche, alors qu'il s'y refusait, pourquoi avons-nous laissé à la droite la suprématie dans la lutte contre l'insécurité, alors que le peuple (même celui de gauche, messieurs !) attendait de notre part des mesures concrètes ?

En attendant vos réponses, il n'en reste pas moins que ce sera trop tard. Encore une fois, dans votre tour d'ivoire, vous avez oublié la base, vous êtes tombés dans le piège de l'autarcie, de l'autocratie.

Domage, pour certains députés qui sont de bons maires et qui ont payé cher l'étiquette socialiste. Dans ma bonne vieille ville, ce cas s'est produit. Espérons que, pour les prochaines échéances, l'électorat soit moins ingrat.

En attendant, camarades, repartons à la reconquête. Nous renaîtrons de nos cendres, cela est sûr, et ayons de la compassion pour notre président qui, tous les mercredis, aura autour de lui, les Sarkozy et autres Madelin, quel courage ! Rien que de voir ces tronches à la TV, cela me stresse !

YVES MONGE
Béziers (34).

CONFIANCE

Mesdames et messieurs,

Je suis obligé d'employer ces termes car je n'en ai plus d'autres à ma disposition. "Camarade" est devenu rétro et péjoratif, et "compagnon" ne sied point non plus, la réalité ne collant plus à l'étymologie !

Je croyais avoir tout vu et tout entendu depuis plusieurs années. Faux. Chaque matin, en mettant en marche mon poste de radio, je rentrais la tête dans les épaules, comme un malheureux habitant de Sarajevo, me demandant quelles bêtises, quelles nouvelles affaires, quelles erreurs avaient bien pu être commises depuis la veille. Depuis que la défaite a été consommée, c'est-à-dire portée à son plus haut point, j'avais naïvement pensé que le supplice était terminé, que tout le monde allait se serer les coudes, faire l'autocritique indispensable et tenter de retrouver, ensemble, la confiance perdue, bannière jauréssienne au vent.

Que nenni ! Depuis hier dimanche, les médias se complaisent à nous montrer de courageux fuyards ou bien des Zorros de la politique ou bien encore des assoiffés de l'aide humanitaire en faveur des malheureuses populations socialistes perdues dans le désert des urnes vidées de toute provision !

Résultat : la droite triomphante rigole franchement ou bien arbore des airs de commisération attristés et la presse télévisée et écrite s'en donne à cœur joie et trouve enfin matière à remplir ses éditoriaux. Bref, nous faisons pitié et j'ai honte !

Honte de voir Laurent Fabius se plaindre sur A 2 comme un enfant battu dans la cour de récréation qui vient dénoncer lâchement le coupable au directeur.

Honte de voir les chefs de courant, vocable commode qui permet de jeter un voile pudique sur les ambitions personnelles, continuer à se déchirer comme si la leçon n'avait pas été assez dure.

Honte de voir Chevènement quitter le navire, avec d'autres, pour aller loger la porte d'entrée de l'Elysée.

Honte de voir nos grands responsables ne penser "qu'à ça".

Honte de voir le travail de Mitterrand, accompli depuis Epinay, réduit à néant.

Honte, enfin, d'entendre dire que le Parti socialiste n'existe plus.

C'est vrai, la direction n'existe plus, mais le moteur est encore en bon état de marche. Pour preuve, les millions d'électeurs qui, malgré tout, ont apporté leurs voix à nos candidats et avouez qu'il fallait une foi inébranlable pour le faire !

Les gens de gauche qui se sont abstenus ou qui ont voté à droite ont sanctionné des hommes et des comportements mais pas une idée ni un humanisme. Les causes de l'échec sont

multiples et connues de vous comme du plus anonyme militant comme moi, inutile d'y revenir en détail.

Vous avez mis en route une politique de rupture, en 1981, pour l'abandonner au premier accroc : échec en 1986 ! Vous vous êtes alors lancés dans la politique dite "libérale de marché" : échec aujourd'hui ! Tout cela joint aux guerres intestines, au chômage, aux affaires, nous a conduits là où nous en sommes. Vous avez géré la France, la nation, mais pas les affaires du peuple et des citoyens. Ces derniers sont politiquement majeurs, lucides, et ont assez de dignité pour ne plus supporter de servir de tremplin, d'escalier ou de plancher que l'on utilise sans vergogne, sans en prendre le moindre soin.

Que faire maintenant ? D'aucuns ont parlé d'états généraux, ce qui ne rajeunit personne, de donner enfin la parole à la base, tiens, tiens, bizarre, et intéressant : prenons donc acte.

Tout le monde est responsable et aussi les militants qui ont vécu trop longtemps dans une sorte de sérénité sans marquer leur profonde désapprobation au moment opportun. Nous aussi, comme le chef de l'Etat, nous avons laissé faire en abandonnant nos responsabilités à l'égard des gouvernements. Nous avons été victimes du confort des nantis... de pouvoir !

Je pense donc qu'il faut revenir à une pratique démocratique de la base au sommet. En attendant les initiatives prévues, que tout le monde démissionne dans les sections, les fédérations, le comité directeur, en laissant quelques volontaires pour expédier les affaires courantes. Qu'à tous les niveaux aient lieu des élections à bulletins secrets et que l'on jette au panier le système corrompu des cooptations que j'ai vu pratiquer par ceux qui voulaient garnir les rangs de leur courant. Certains diront sans doute que ce que je propose n'est pas statutaire, mais on a tellement vu d'autres choses non statutaires et honnêtes ! Aux grands maux les grands remèdes, dit-on. Il faut trancher quand les situations sont désespérées et désespérantes. Alors, peut-être, et même si cela prend du temps, aurons-nous un parti solide et propre qui désignera démocratiquement son candidat aux présidentielles. Les autodésignations implicites ou explicites ne sont plus d'actualité, les clubs ou mouvements parallèles ne sont pas acceptables dans un parti qui se doit d'avoir une seule ligne directrice pour que tout le monde avance en même temps dans la même direction.

N'a pas qui veut les qualités de chef d'Etat et chacun des postulants doit bien se regarder le matin dans sa glace en se posant des questions et en donnant des réponses honnêtes. Par exemple : ai-je la confiance de mes concitoyens et des habitants de ma circonscription ? Non. Alors, comment faire pour avoir celles des

Français ? J'ai un doute, alors je commence par demander la confiance des militants. Ce doit être un excellent exercice pour commencer la journée ! Mesdames et messieurs, je pense que vous aurez la bonté de pardonner la liberté que je viens de prendre et ma franchise. Mon désintéressement étant total, j'espère, messieurs qu'on nomme grands, que vous recevrez cette lettre, que vous lirez peut-être, si vous avez le temps... comme dit la chanson. Moi, j'ai encore confiance, mais pour combien de temps ?

JEAN-CLAUDE BLANQUET
Châteaurenard (13).

PROJET

Et l'élaboration du projet et d'une stratégie dans tout cela ? Aucun intérêt ! Ne voit-on pas qu'aujourd'hui notre projet des années 70, complètement à bout de souffle, n'a pas été, en fait, remplacé. Notre réflexion a surtout consisté dans la théorisation de nos renoncements et c'est sans doute là la raison essentielle de nos échecs.

La société, le monde, ont changé, alors, l'urgent, quelles que soient les échéances électorales, c'est de redéfinir un projet pour recréer une dynamique et, pour cela, de se remettre à l'écoute de ce que la population a parfois envie de nous crier et que nos oreilles refusent d'entendre. Alors que nos yeux semblent encore éblouis et fascinés par un déjà trop vieux théâtre d'ombres où certains croient trouver les clefs du pouvoir.

JEAN-YVES LETESSIER
Saint-Lô (50).

ÇA SUFFIT

Et encore me faut-il rester poli, en laissant Cambronne de côté !

Cela suffit de voir le Parti socialiste être la proie d'ambitions personnelles et présidentielles alors qu'il devrait se souvenir de ce qu'il a réalisé en vingt ans et de continuer à être à l'écoute du peuple de gauche.

Cela suffit de voir le Parti socialiste être le théâtre de révolutions de palais, comme à Moscou au temps de la nomenklatura, alors qu'il devrait consolider les moyens de ses convictions.

Cela suffit de voir le PS s'entredéchirer au lendemain d'une défaite mémorable qui pourrait le conduire de Solferino à Waterloo alors que les militants de la province profonde en ont marre des cénacles parisiens.

Cela suffit de voir le Parti socialiste sombrer à l'infini dans des querelles internes et subalternes alors que les

prochaines échéances cantonales et municipales, tout aussi importantes que les présidentielles, arrivent à pas rapides sans aucune préparation autre que les rancœurs.

Ayant adhéré à la SFIO en 1963, j'ai commencé mes débuts en politique à une époque où s'inscrire à un parti relevait de la naïveté ou de la gageure car personne, en plein gaullisme triomphant, ne croyait à l'avenir du socialisme démocratique.

J'ai vécu des moments forts de joie et d'émotion, d'élection nationale en élection locale, de distribution de tracts en collage d'affiches, de secrétaire de section en élu municipal avec toujours en perspective un idéal et un projet.

J'ai connu des hauts (les vagues roses de 1981 et 1988) et beaucoup de bas (notamment les élections présidentielles de 1969 et, maintenant, ce déclinisme imbibé de 1993).

J'ai participé à l'une des dates capitales de notre histoire en étant délégué au congrès d'Epinal. J'ai le souvenir d'un dimanche en fin d'après-midi où, dans une petite salle, j'ai eu la surprise de voir François Mitterrand venir pour nous convaincre de voter pour ceux qui allaient négocier le programme commun sans aucun préalable.

A l'écoute des médias qui, aujourd'hui plus que jamais, ne nous sont favorables, je suis et demeure sidéré par les informations transmises : est-ce cela le Parti ? Est-ce cela la démocratie ? Est-ce cela la social-démocratie ? Est-ce cela le respect d'autrui ?

Un parmi 160.000, il ne m'est pourtant pas possible d'accepter de telles décisions prises au sommet de la pyramide après de multiples conciliabules alors que les militants et les sympathisants ne sont que des spectateurs affligés.

Un parmi 160.000, il ne m'est pourtant pas possible de considérer que le socialisme, une idée qui fait son chemin, comme une affiche le soulignait naguère, s'arrête au confluent des antagonismes individuels.

Un parmi 160.000, il ne m'est pourtant pas possible d'imaginer que ceux qui sont, apparemment, aux commandes de la rue de Solferino n'aient pas réfléchi, en priorité, au désarroi de nos bataillons de militants, de sympathisants, d'élus qui luttent quotidiennement, à un échelon évidemment plus modeste, pour les idées auxquelles ils croient.

Un parmi 160.000, il ne m'est pourtant pas possible de vous observer autrement que dans vos sphères lointaines du pouvoir à tout prix alors qu'il faudrait venir localement nous soutenir quand une élection a lieu, quand une vague de licenciements est annoncée, quand les questions de logement, de précarité deviennent plus aiguës.

Un parmi 160.000, il est de mon devoir de vous demander publiquement de ne pas penser qu'à vous, qu'à vos starters de départ pour la course de 1995 mais également tenir compte d'une base qui ne fait plus que suivre alors qu'elle devrait décider.

Un parmi 160.000, s'il me paraît urgent de critiquer, il me paraît non moins essentiel de proposer une démarche.

- Ne pas démolir, s'il en est encore temps, le Parti socialiste, l'un des fondements de la politique en France.

- Le transformer (par une remise en forme nécessaire mais évolutive) après avoir donné la parole aux militants en évitant les rivalités de courant quand elles sont trop outrancières.

- Tenir un congrès, à l'image de celui d'Epinal en 1971, pour conforter et dynamiser une gauche, complexe car pluraliste, attachante dans sa diversité, ouverte vers l'écologie et l'action humanitaire, disponible aux réformes de société.

- Modifier le système des courants de pensée, à la fois éléments de démocratie et de perversion car, s'il permettent à chacun de s'exprimer et de faire valoir sa différence, ils sont susceptibles de dégénérer en écuries où les chevaux des présidentiables ne font que piaffer d'impatience. Il faut donc trouver un équilibre qui évite le monolithisme de l'époque de la SFIO.

- Répartir, à tous les échelons, les équipes de direction en tenant compte des idées et conceptions de chacun, d'une répartition géographique correcte, d'un partage entre les diverses catégories sociales.

- Régénérer des perspectives (en ce qui concerne l'idéal et le programme) complètement insérées dans la vie quotidienne, préparant le siècle à venir à partir des bouleversements imprévisibles et continus de cette décennie.

Finalement, ceux qui accèdent aux postes de responsabilité ne sont là que pour appliquer ce qui est défini, de manière démocratique, par l'ensemble du Parti.

Vous avez pu remarquer qu'à aucun moment, je n'ai cité le nom de nos dirigeants nationaux. Ils ne m'intéressent plus s'ils ne se battent qu'à des fins personnelles ou pour la maîtrise du Parti. Ils commenceront à retenir à nouveau mon attention s'il nous écoutent et ne se servent plus de nous comme dans un jeu de quilles.

Conclusions

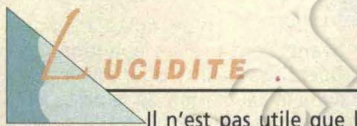
- D'abord rester unis et, pour cela, faire taire nos querelles qui n'intéressent personne hormis les médias qui s'en délectent.

- Rassembler nos forces en respectant ses diversités, et au-delà de nos forces.

- Etre sur le terrain de manière quotidienne.

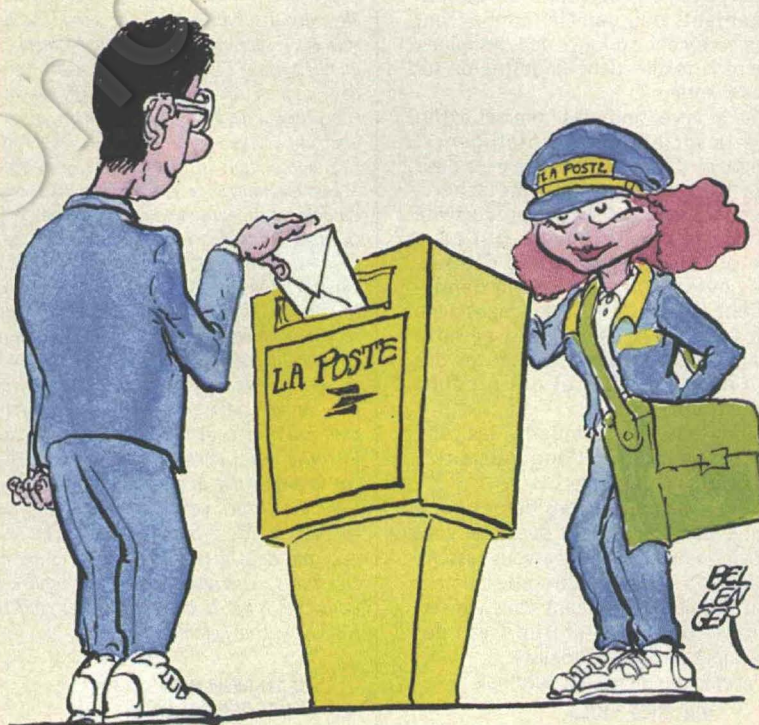
JEAN-FRANÇOIS FOREST

Gueugnon (71).



Il n'est pas utile que le courrier des lecteurs se transforme en mur des lamentations ni en complainte sur la disparition de la France de Jaurès ou de l'Europe de Karl Marx. Le dernier éditorial de Laurent Fabius dans "Vendredi" exprime clairement ce que veulent d'abord les militants : "Ils veulent débattre librement pour reconstruire hardiment. Ils veulent de la lucidité, du courage, de l'imagination pour assurer ensemble la renaissance."

Le premier acte de lucidité est de constater que le monde a changé. La crise actuelle, en effet, est mondiale. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy l'ont bien souligné. Quelles sont les causes de ce changement ?



1) L'endettement déraisonnable contracté pendant vingt ans, notamment par les Etats-Unis, grâce à la prépondérance injustifiée du dollar.

2) La mondialisation accélérée de l'économie, avec l'existence d'un travail à faible coût sur la plus grande partie de la planète.

3) Une révolution technologique qui a surpris les gouvernements et détruit des emplois, rendant obsolètes les méthodes de formation traditionnelles.

4) Une grande partie de la population - notamment les jeunes - ne trouve plus dans les partis et les syndicats des moyens de lutte à sa convenance. Sa pratique individualiste la jette périodiquement dans des "coordinations" catégorielles, éphémères et irresponsables. Ceux qui ont fait du syndicalisme ou de la politique un métier (hélas !) s'agitent ou légifèrent loin des masses dont ils gèrent le destin.

C'est sur ces réalités que doit se fonder la réflexion de tous ceux qu'inspire l'idéal socialiste de liberté, d'égalité, dignité et de solidarité entre les humains. Cela signifie une adaptation à ce qui est inéluctable et beaucoup d'imagination et de courage pour changer ce qui est inadmissible.

Dans tous les cas, les recettes d'hier sont périmées. Par exemple, autrefois, la vie de l'Occidental se découpait en trois phases successives : la formation, le travail et la retraite. La société d'aujourd'hui va nous conduire à bousculer cet ordre. Dans une vie, il y aura des périodes de recyclage où l'on s'adaptera aux changements, avec, entre temps, des phases de production et des phases de repos. Autre exemple : aujourd'hui, la société se compose de ceux qui produisent et de ceux qui sont - plus ou moins mal - assistés. Il va falloir s'orienter vers une nouvelle forme de partage du travail avec une diminution des hauts salaires au bénéfice des plus petits revenus.

Oui : "lucidité, courage, imagination". J'ajouterai, à l'adresse des plus responsables, modestie et communication. Cela implique des changements du Parti et de ses alliances. Le "big bang" n'est peut-être pas un pétard mouillé.

RENE THORVAL
Montpellier (34).

RENOVATION

"A l'état naturel, la gauche est minoritaire dans ce pays. Elle ne peut être majoritaire que dans des situations exceptionnelles, extraordinaires, au sens littéral du terme. La France est un vieux pays conservateur." Ainsi s'exprimait François Mitterrand dans le n° 2 de "Vendredi-Idees". Nous voici donc revenus, dans notre pays, à l'état naturel. S'imaginer que la gauche, après sa cuisante défaite, pourrait rapidement s'y retrouver en "situation exception-

nelle" serait plus que hasardeux. Le rôle qui incombera, pour plusieurs années, aux forces progressistes désireuses de défendre et faire avancer les acquis sociaux sera, selon moi, uniquement oppositionnel. La reconquête du pouvoir n'est pas à envisager de si tôt, et tant mieux, car cela nous permettra, et principalement en ce qui concerne nos nouveaux dirigeants à venir, de s'atteler à la rénovation de notre camp sans avoir tout au moins pour un certain temps à s'engager dans des compétitions personnelles susceptibles d'affaiblir l'unité qu'il nous faut forger.

ROGER CARABIN
Chamalières (63).

DYNAMIQUE

Les élections législatives des 21 et 28 mars 1993 sont l'occasion pour notre Parti de tirer des enseignements féconds pour l'avenir.

Une première constatation s'impose : tous les sortants, ou presque, proches du pouvoir ou y ayant accédé, ont été sanctionnés, sauf ceux qui disposaient d'une circonscription sur mesure. Même les hommes de terrain, proches de leurs administrés, ont souvent échoué. Ils acceptent dignement leur échec.

Mais au-delà des hommes, pendant cette campagne, nos adversaires sont apparus comme les forces de changement, d'espoir, de moralité politique. Il faut remarquer que leur victoire n'emplissait pas les rues de nos villes d'une euphorie semblable à celle de juin 1981.

Car la société française de 1993 ressemble peu à celle de notre accession aux magistratures suprêmes de l'Etat. Les "reality shows" sur les jeux d'argent remplacent les projets politiques ou l'activité militante chers à l'esprit de 1968. Le conformisme a gagné toutes les couches de la population, le conservatisme a le vent en poupe. L'égoïsme supplante la solidarité, la demande de sécurité étouffe celle de liberté, le manque d'espoir civique déferle dans nos classes, nos familles, nos quartiers.

Aujourd'hui, les hommes de progrès doivent-ils disparaître ? L'enjeu de la décennie prochaine nous oblige à mobiliser les Français autour de projets novateurs, à des débats sur les orientations à prendre en matière de retraite, de santé, d'éducation et d'emploi. Dans ces ères perturbées et difficiles, seul un mouvement neuf, immaculé de toute compromission avec une gestion et une action antérieures, peut aboutir.

Des nouveaux contrats, négociés, amendés susceptibles d'occasionner un large rassemblement, s'imposent. Pour cela, il faudra, dans les années

futures, proposer enfin de nouveaux messages porteurs d'un projet politique audacieux. Rien ne serait plus catastrophique pour notre gouvernement que de laisser les caciques de la période précédente se péreniser au sein de nos directions. Il ne faut pas hésiter à promouvoir une nouvelle classe politique vierge, innovatrice et porteuse d'espérance. Souvenons-nous cet qu'était notre parti en 1965, rappelons-nous comment nous avons créé une dynamique.

DOMINIQUE LOPEZ
Clermont-Ferrand (63).

RINGARD ?

Alors qu'à Paris nos dirigeants sont prêts à abandonner leur identité socialiste pour savoir qui conduira le deuil avant de se partager l'héritage, la droite s'installe sûrement et précautionneusement aux commandes de l'Etat.

Pendant ce temps, les millions d'hommes qui ont voté pour les candidats du Parti socialiste se demandent si leurs responsables ne sont pas devenus fous. Si le pouvoir ne leur est pas monté à la tête.

Quoi ? Le socialisme serait kitch ? Révolu et non plus révolutionnaire ? Aurions-nous peur des mots ? De ces mots chargés d'espérance qui ont fait se dresser partout dans le monde des hommes contre l'injustice, au péril de leur vie.

Aujourd'hui, on nous présente le chômage comme le prix à payer pour la modernisation de l'économie. Mais qui paye ce prix, sinon les millions d'enfants qui, dans le monde, sont odieusement exploités dans les mines, dans le textile, dans l'industrie ou sur les chantiers ?

Qui le paye, sinon ces hommes exclus de la société dont l'intelligence, le savoir-faire, la créativité et le désir de fraternité sont mis en jachère, sacrifiés sur l'autel de la productivité et de la concurrence ? Qui paye ce prix, sinon ceux dont la détresse, les peurs, l'angoisse et le dénuement, permettent à des managers, des décideurs, d'exposer avec suffisance les courbes ascendantes des SICAV monétaires et des produits financiers ?

Alors camarades, ringards, les combats ? Ringard, l'engagement ? Ringard, le socialisme ?

Si nous ne voulons pas perdre notre âme, après avoir tout perdu, je vous invite, vous militants, à vous rassembler et à affirmer votre attachement au socialisme en créant dans vos sections, dans vos entreprises, des groupes de l'unité socialiste. L'avenir commence aujourd'hui.

MAURICE VIOLS
Palavas (34).

L'ÉGLANTIER

L'églantier est une rose sauvage des buissons et des haies. Sa fleur est l'églantine. Il sert de porte-greffe au rosier cultivé. La technique du greffage ou de l'écussonnage permet de multiplier facilement les roses, mais aussi de faire vivre une plante sur les racines d'une autre, beaucoup mieux adaptée au terrain.

La rose est éphémère, elle perd promptement ses pétales. Sans vouloir ici traiter le symbolisme des fleurs et des couleurs, il est certain que l'on a essayé d'écussonner n'importe quoi sur l'églantier d'origine. Ce qui a entraîné un rejet de la greffe. La racine croît, sous terre, donc dans l'ombre, mais "elle est". Elle vit. Elle donne la vie.

La fleur est à la lumière. Elle n'est pas la lumière. "Elle paraît." Elle se fait courtiser, admirer. Elle se fane. Sa décomposition enrichit la terre nourricière pour donner naissance à d'autres racines, à d'autres fleurs.

J'ai 46 ans mais, en 1965, je collais déjà mes premières affiches pour un candidat appelé François Mitterrand. J'ai connu la SFIO. J'ai participé à la construction du PS, à la composition du programme commun. J'ai vécu les réunions très mouvementées avec le PC. J'y étais donc dès le départ. C'est en 1982 que j'ai compris que nos idéaux n'étaient pas, ou n'étaient plus au pouvoir.

Giscard a perdu pour avoir fait du libéralisme social. Les socialistes ont perdu pour avoir pratiqué une gestion de droite. Celle qui exclut. Sept points ont provoqué la défaite de 1993.

- 1- Le chômage, qui exclut de la vie.
- 2- Le conditionnement médiatique antigauche. L'utilisation des sondages qui déforment nos esprits. Ils suppriment la conviction et la libre pensée.
- 3- Le manque de solidarité gouvernementale.
- 4- Les "affaires".
- 5- La confusion au sein des différents courants du PS. Nous y avons perdu nos repères. Ils ne représentent qu'une guerre de chefs, pour avoir plus de pouvoir. Qu'est-ce que donc que le pouvoir ?
- 6- La suffisance des députés et des ministres.
- 7- Le mépris à l'égard du militant et de l'électeur.

Ces deux derniers faits ont éloigné les élus du terrain, donc de la racine. Pire, ils ont écaillé le citoyen de la vie publique. L'usure du pouvoir est un faux argument. S'il y avait un renouvellement des hommes et une recherche nourricière dans le terreau, nous n'en parlerions pas. Les élus se sont transformés en carriéristes. Il y a eu confiscation du pouvoir à tous les niveaux. Les courants ont exclu les idées, les propositions, la création, l'imagination, et surtout l'envie de militer.

Militer est presque un devoir civique. C'est être associé. C'est s'identifier à un projet. Les coups de force sont-ils des méthodes de gauche ou de droite ? Ils ferment et verrouillent les portes alors que nous voudrions les ouvrir.

Les régimes présidentiels font de nous des courtisans et non des démocrates. Courtisanerie vers le plus fort pour paraître. Une des grandes confusions aura aussi été entre asservir, servir et se servir. La démocratie représentative fait de nous tout sauf des responsables. Notre souveraineté est bien éphémère. Elle ne dure que l'instant du choix, dans l'isoloir. Dès que, dans l'urne, j'ai lâché mon sceptre, un petit bulletin de vote, je ne suis plus rien : de roi, me voilà redevenu sujet. Le souverain, c'est l'écu. C'est lui qui décidera, qui tranchera, qui organisera, qui commandera. C'est moi qui obéirai... et qui paierai. Je suis l'églantier, le porte-greffe. Ma fleur ne sera pas l'églantine, mais la rose, greffée, souveraine. Je serai la racine, la tige nourricière. Si l'on me nourrit, ce sera pour mieux servir à l'épanouissement de la rose.

La démocratie au pouvoir, ce n'est pas le laxisme. C'est savoir dire non et interdire. C'est donner des repères aux gens. La tolérance, c'est tolérer le tolérable. Cela exige une certaine fermeté. A l'école, on a confondu la démocratisation avec la massification. Le goût de la performance a disparu, et aussi celui de la conquête de la connaissance et du savoir, celui du désir de bien faire. La décentralisation a recréé de nouvelles centralisations, de nouvelles hiérarchies.

Le pouvoir issu de la racine n'existe plus. Il est, maintenant, un petit peu trop facile de renvoyer la balle dans le camp des militants ou des sympathisants de la base. Il aurait certainement fallu y penser avant, ou ne jamais s'en séparer. C'est aussi un petit peu trop facile de quitter le navire ou de changer de capitaine. La recherche de la vérité et les décisions de bon sens se feront dans le calme, loin des passions, par la discussion, la confrontation, l'écoute et le respect des uns et des autres.

Candidat virtuel, candidat naturel ? Qu'est-ce que cela veut dire ? N'est-ce pas un vœu de la base ? Sinon, c'est du centralisme démocratique. Les prochains Etats généraux devront résoudre toutes ces questions de fond et de forme.

Des Etats généraux ? Oui. Pour refaire la même chose ? Non. Des responsables issus et élus par la base ? Oui. Des courtisans et des princes ? Non. Une fleur greffée ? Non. Une églantine ? Oui.

JEAN-RENE BLIN
Saint-Blimont (80).

salamalects en catimini

...

Ma douce,

Savez-vous que d'aucuns surnomment Monsieur le duc de Sa Suffisance, le Mamamouchi Ali Baba-Ladur ? Il est vrai que ce n'est point là personnage ordinaire. Le Mamamouchi Ali Baba-Ladur a le teint frais, le visage plein et les joues pendantes, l'œil fixe et assuré, les épaules tombantes, l'estomac rond, la démarche modeste et délibérée. Il parle avec confiance, il fait répéter celui qui l'entretient et il ne goûte que médiocrement tout ce qu'il lui dit. Il sait parler en termes clairs et formels. Il sait encore mieux parler ambigument, d'une manière enveloppée, user de tours ou de mots équivoques qu'il peut faire valoir ou diminuer dans les occasions et selon ses intérêts. Il demande peu quand il ne veut pas donner beaucoup, il demande beaucoup pour avoir

peu et l'avoir plus sûrement. Il sait plus que tout autre, et plus que monsieur du Maire, Grand Maître de son Ordre, que c'est le rôle d'un sot d'être importun : un homme habile sent s'il convient ou s'il ennuie. Monsieur le duc de Sa Suffisance sait disparaître au moment qui précède celui où il serait de trop quelque part. Mais c'est pour mieux s'imposer dès l'instant qu'on l'aura oublié.

La suffisance de son esprit n'a d'égale que le son contourné de sa voix. On dirait quand il parle qu'il cherche à égrener chaque vibration de sa glotte. Comme une crécelle dont les

petits enfants font tourner la mécanique en la poussant d'un doigt. Cela renforce cet ennui qui teinte sa moindre parole et qui n'a d'autre but que de dissimuler sous l'agacement le vide de ses propos. Comme il parle avec une lenteur de philosophe, les gazetiers pressés voient en lui des profondeurs.

Espérons, ma douce, que le gouvernement de cet Ali Baba-là ne sera point celui des quarante voleurs comme dans la fable d'Orient que vous me contiez quelque nuit et dont je rêve encore.

p.c.c. Jean Guiloineau



VIRGIL TANASE Poète, prends ton luth...

"Charles Baudelaire, en avril 1864, a quitté Paris pour perdre à Bruxelles sa capacité d'œuvrer, pour entrer en aphasie. La question se pose, depuis, de la nécessité et de la légitimité de la poésie." Ces premières lignes d'un de ces ouvrages critiques de quelque 500 pages qui désespèrent les élèves et font la joie des universitaires, donnent un avant-goût du texte. Le "Baudelaire. Violence et poésie" (1), de Jérôme Thélot (auteur, autrefois, d'une "Poétique d'Yves Bonnefoy") n'a pas peur des contre-vérités : "la nécessité et la légitimité de la poésie" préoccupent les gens de lettres et, accessoirement, les hommes politiques, parfois les autres aussi, depuis l'Antiquité et, depuis ce temps, pas mal de législateurs plus ou moins occasionnels ont voulu la mettre hors des murs de la cité. Il n'en fut rien et, arrivée cahin-caha jusqu'à nous, la poésie se trouve, une fois de plus, en mauvaise posture, pratiquement bannie des sociétés modernes. "Le silence vers lequel Baudelaire s'en va, à partir d'avril 1864, n'appartient

Arrivée cahin-caha jusqu'à nous, la poésie se trouve, une fois de plus, en mauvaise posture, pratiquement bannie des sociétés modernes.

pas qu'à Baudelaire. Il est commun, peut-être le bien commun des sociétés modernes dans lesquelles chacun, tel le poète égaré à Bruxelles, est détourné de la poésie." En effet, Jérôme Thélot ne se contente pas d'un ouvrage strictement confiné aux problèmes de la poétique baudelairienne. Il le veut méditation sur l'acte poétique en général ("Ce dont la poésie est capable, c'est de finir. Elle peut finir dans l'aphasie, elle peut finir dans l'amour"), sur le langage ("La violence du langage délivrera sa puissance de bonté quand chacun remettra à chacun la violence de son langage"), sur les sociétés où la poésie est appelée à fonctionner ("Peut-on supposer

que, si les sociétés modernes brisent la relation traditionnelle entre la collectivité et les poètes, c'est également parce qu'elles savent que la violence est dans les mots, et se méfient donc de qui se voue aux mots ?"), une méditation, finalement, sur la nature de l'homme ("La poésie, comme animation du langage, est ce par quoi se décide le destin de l'homme... Elle peut bâtir l'humanité de l'homme, cette hésitation entre le désastre baudelairien et la possibilité, inaccomplie mais rouverte par Baudelaire, de s'épanouir dans ce qu'elle n'est pas, la vérité nécessaire.").

On peut ne pas être persuadé que le lecteur ordinaire puisse tirer davantage de ces longues analyses où les concepts sont trop flous et le cheminement logique en proie à des convulsions fulgurantes que l'esprit commun a du mal à suivre. Il n'en reste pas moins que le foisonnement d'idées, d'interprétations possibles, les connexions inattendues et la décomposition des textes selon des principes surprenants incitent à réfléchir et communiquent une espèce de fébrilité toujours bénéfique pour celui qui veut mettre à l'épreuve son propre goût de la poésie baudelairienne.

J'ai trouvé des joies plus simples dans un recueil apparu sous la direction de Michel Chevalier, "La Littérature dans tous ses espaces" (2). Il s'agit d'une lecture "géographique" des textes

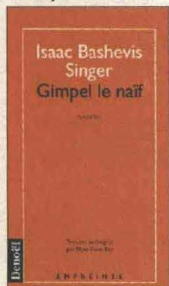
et, au premier abord, cela peut paraître un détournement dangereux de ce qui est la vocation naturelle de la littérature. La démarche n'est pourtant pas sans signification dans un monde où les abstractions techniques risquent d'enfermer les hommes dans leurs bureaux et ne leur laisser d'autres sensations que celles qui leur parviennent par les écrans des ordinateurs : "La littérature n'est peut-être pour le géographe qu'un appoint, écrit Michel Chevalier, mais c'est un appoint précieux à une époque où notre discipline tend à se dessécher sous la masse des abstractions et des données chiffrées. C'est, si l'on veut, un supplément d'âme, discret peut-être, mais irremplaçable." Les auteurs du recueil (Michel Chevalier, Marc Brosseau, Paul Claval et Jean-Luc Tissier) conduisent leur lecteur dans l'univers des odeurs, ils interrogent les voyages, recherchent la Chine de Victor Segalen, retrouvent la trace des villes de province chez Balzac, regardent même les œuvres du réalisme socialiste français (André Stil et Roger Vaillant). En un mot, eux qui prennent la recherche géographique littéraire pour une science précise, donnent, par leur lecture, l'envie de retrouver des terres, des horizons, des bouts du monde pour abriter et préserver nos âmes.

(1) Gallimard, 510 p., 220 F.
(2) CNRS, 138 p., 190 F.

post-scriptum



ISAAC BASHEVIS SINGER
"Gimpel le naïf"



Un coup de tonnerre éclata, en 1953, lorsque l'on découvrit, traduit par Saul Bellow, "Gimpel le naïf", nouvelle d'un inconnu, I.B. Singer, le futur prix Nobel de littérature 1978.

La puissance d'évocation de "Gimpel" est intacte : décor de ces villages polonais de l'autre siècle, hommes et femmes si pauvres et pleins d'espoir, existences si difficiles mais constamment "illuminées par toutes les magies de l'esprit". Myriade de reflets et de miroirs dans ces onze nouvelles dont cinq inédites en français. Denoël, 242 p., 105 F.

DAVID M. RAUP
"De l'extinction des espèces"



Littéralement captivante, la paléontologie statistique. Du "big bang" à nos jours, on existe, sur la Terre, de 5 à 50 milliards d'espèces animales ou végétales. Il en reste aujourd'hui

40 millions. Soit 99,9% de disparitions. Pourquoi autant d'espèces ont-elles péri ? Et comment ?

A partir de ces deux interrogations, David M. Raup aborde toute l'histoire de la vie : son apparition, son évolution et la théorie des extinctions provoquées par des impacts de météores (un tous les 26 millions d'années). Des

trilobites aux fossiles vivants, le requin et la prêle, toute l'organisation biologique d'hier et d'aujourd'hui. Gallimard, NRF/Essais, 242 p., 125 F.

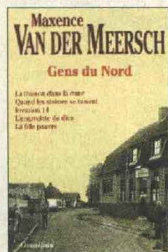
GUY HERMET
"Les Désenchantements de la liberté"



La chute du mur de Berlin, après le grand appel d'air des pays latino-américains des années 80, semblait annoncer la victoire finale de la démocratie à travers le monde. Quatre ans plus tard, cet espoir est largement déçu.

G. Hermet analyse situations de départ, transitions et état actuel de ces pays qui s'étaient engagés dans des processus "démomagiques" inaboutis. Sombres constats. Mais nos vieilles nations libres, démocraties nonchalantes et désabusées, ont-elles défini une politique d'accompagnement de ces évolutions ? Ont-elles seulement une doctrine ? Fayard, 354 p., 140 F.

MAXENCE VAN DER MEERSCH

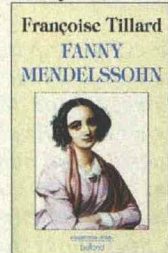


Van der Meersch qui connut, il y a 50 ans, les plus grosses ventes en librairie, est complètement oublié. Ce romancier flamand a raconté la vie des cités industrielles du nord de la France dans un esprit

populiste fondé sur une attitude paternaliste et d'un ton paraissant démodé. Mais, en reprenant ses romans, on découvre l'épopée d'un peuple et d'une région. "Quand les sirènes se taisent", qui raconte une grève du textile à Roubaix, donne une description intacte de la violence sociale. Avec

"L'Empreinte du dieu" (prix Goncourt 1936), "La Maison dans la dune", "Invasion 14" et "La fille pauvre". Presses de la Cité/Omnibus, 1224 p., 135 F.

FRANÇOISE TILLARD
"Fanny Mendelssohn"



Ce n'est pas tant la vie de Fanny Mendelssohn, racontée par le menu, qui présente de l'intérêt que la question - une nouvelle fois posée - de la créativité féminine, de l'aptitude des femmes à la création artistique.

Fanny Mendelssohn, la sœur de Felix, se trouvait dans un milieu très favorable, culturellement, économiquement. Avec de réelles aptitudes à la composition. Mais elle s'est toujours bornée à écrire des formes courtes (mélodies, études). Un trio a été son œuvre la plus complexe. Pourquoi sacrifia-t-elle ou dut-elle sacrifier tout au mariage et au matriarcat ? Belfond, 398 p., 98 F.



DARIUS MILHAUD
"La Création du monde", "Le Bœuf..."



D. Milhaud sera, un jour, à sa vraie place : celle d'un musicien puissant, inventif et grand. Son œuvre est gigantesque : plus de 450 partitions

dans tous les genres. Claude Roy l'a décrit : "Juif comme Israël, provençal comme Cézanne et parisien comme une commère caustique..." Musique foisonnante, expressionniste en diable, "La Création du monde" mêle le jazz de 1923 et la musique symphonique pour un trépidant ballet. "Le Bœuf sur le toit", ballet-panto-

mime, avait eu un vif succès en 1920. On découvrira le concerto pour harpe, qui met très en valeur un instrument mal servi au répertoire. Belle interprétation de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dirigé par Kent Nagano. Erato/Musifrance, 45820, 59' 09", env. 125 F.

VLADIMIR HOROWITZ
"Trésors retrouvés"

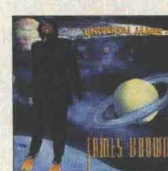


Les éditeurs sont parfois en mal de titres racoleurs. Mais, pour ce disque, l'idée de trésor s'imposait sans réserve. Voici un album entièrement

constitué d'inédits et, du coup, l'impression de retrouver Horowitz.

Dix-huit pièces au total et qui ne sont pas des rebuts, de ces chutes de studio d'enregistrement impubliables. La fête commence par six sonates de Scarlatti où Horowitz est insurpassable : pur, élégant, coloré. Trois Chopin inédits dont le prélude "De la goutte d'eau" qui n'a jamais, jamais été aussi lancinant. Deux Scriabine articulés et contrastés et Bach, Medtner, Liszt et Clementi. Autant de trésors. Sony classical, 48093, 67' 25", env. 125 F.

JAMES BROWN
Universal James



Au début, on craint le pire. A force d'être plagié par des rappeurs à trois francs six sous, le grand James se parodie dans un

méli-mélo hip-hop funky qui laisse pantois. On profite de l'insignifiance du second titre pour se demander si l'on ne va pas plutôt se passer un bon vieux Rufus Thomas, lorsque surgit "Mine all mine".

Et le patriarche de la soul de nous filer la claqué (cuivré) que nous avions bien mérité de prendre pour ce jugement hâtif et irrespectueux. C'est sûr : "Godfather of soul till got the juice..." Scotti Bros/Phonogram 514329, 49' 31", 135 F.

JEAN-MICHEL KAJDAN
"Blue Noise"



Faut-il que chaque nouveau disque soit un recueil de chefs-d'œuvre impérissables ? Doit-on se surpasser à chaque nouveau

CD au risque d'oublier de s'amuser ?

Assurément, la question ne se pose pas comme pour JMK. Guitariste de Jonas et Mitchell, éminemment sympathique, J.-M. Kajdan et ses copains rigolards, Eric Seva, Loïc Ponthieux, J.-J. Milteau, Laurent Vernerey, Basile Leroux... enfilent des compos à la Steely Dan, modifiées Larry Carlton, revisitées Jeff Beck pour le liant. Du bon rock instrumental donc. Une gâterie ("Sexy Sadie") par-ci, une "public-joke" par là ("Shuffle faire jouer à mes potes"). Bref, un disque bon enfant, idéal pour recharger ses batteries au réveil avant d'aller turbiner. Bleu Citron/OMD DO13, 55' 25", env. 125 F.

C.P.

"Le Jeune Werther"

Si les connaissances en matière de sexualité ont fait des progrès chez les jeunes, le romantisme a gardé tous ses droits. Ils ont toujours autant de difficultés à exprimer leurs sentiments et, pour un amour déçu, peuvent encore se suicider. Mais la nouveauté, c'est qu'aujourd'hui, en France, Werther peut être Noir, Jaune ou Arabe. Et Jacques Doillon a tapé dans le mille en choisissant pour héros un



jeune beur, Israël Jolé-Ménébhi. Le réalisateur de "La Fille de quinze ans", du "Petit Criminel" et de "Amoureuse" connaît parfaitement le langage des garçons et des filles d'aujourd'hui, car l'adolescence est au centre même de son œuvre. D'ailleurs, malgré ses quarante-cinq ans, quand

on le voit photographié avec ses jeunes acteurs non professionnels, on le prendrait presque pour l'un d'entre eux. Et l'on voit bien le plaisir qu'il prend à tourner avec eux.

Guillaume, son meilleur copain, s'étant suicidé, Israël essaie de comprendre son geste et découvre qu'il aimait en secret une jeune fille, Mirabelle. Cet amour impossible, lui aussi va l'éprouver. Une fable en partie autobiographique puisqu'à quinze ans, "Werther" était le livre de chevet de Doillon. D'après lui, "un livre dangereux si l'on est plongé dans une passion amoureuse contrariée. Or, les grandes passions, on les connaît surtout à cet âge-là." Les ados de ce lycée parisien se repassent aussi le roman de Goethe. Amour fou, absolu, passionné mais langage contemporain : "Si t'es pas capable d'aimer, t'as une vie de merde devant toi", s'écrie Israël. Dépit amoureux version 1993.



◀ "Le Jeune Werther".

PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

RICHARD PEDUZZI

Le directeur de l'Ecole nationale des arts décoratifs est lui-même décorateur de théâtre. Patrice Chéreau n'a jamais travaillé qu'avec lui, notamment pour le "Wozzeck" que l'on vient de voir au Châtelet, sous la direction de Daniel Barenboïm.

Comment procédez-vous en face d'une nouvelle pièce ? Vous lisez le texte. Ensuite, pour "Wozzeck", par exemple, dites-vous voici un drame passionnel ou voici une protestation sociale ?

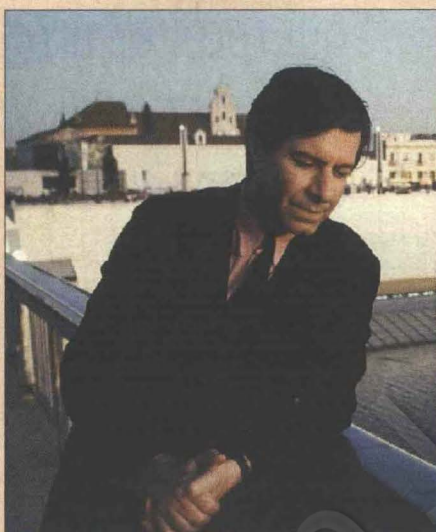
On peut tout se dire d'une œuvre. Mais il arrive un moment où, sans vouloir paraître prétentieux, il faut s'en emparer, la faire sienne. Après cela, et on ne peut pas lui échapper, il y a la technique. C'est-à-dire qu'il y a un chef, des chanteurs, qu'il ne faut pas les déranger. Et il faut qu'en même temps, tout cela raconte quelque chose qui soit en osmose avec ce que disent la musique et la mise en scène.

Dans "Wozzeck", les décors jouent un rôle essentiel...

Oui. C'est une grosse production. "Wozzeck" est un opéra compliqué pour lequel il est difficile d'imaginer un fil conducteur permettant de passer d'un lieu à un autre sans constituer une entrave pour la musique. Il y a quinze changements de lieu en quatre-vingt dix minutes. Comment faire pour changer de décor, sans faire de bruit, en musique, et passer d'une rue à l'intérieur d'une auberge ou d'une auberge à l'intérieur d'une maison ? Se pose un véritable problème d'esthétique et même de géographie. En général, on s'en sort en faisant un seul décor qui se transforme un tout petit peu. Mais je n'y trouvais pas mon compte et j'ai pensé qu'il était plus intéressant de concevoir le décor par blocs. Des blocs de couleur. Ou des blocs de forme allant des formes les plus désuètes aux plus concrètes ou aux plus abstraites pour constituer un univers très particulier faisant penser aux recherches qui avaient lieu en peinture à l'époque où Berg composait. J'avais envie que ce soit très musical et que l'on sente le décor comme un immense tremblement de terre et que les choses évoluent lentement, bougent et se transforment. De manière que, sans s'en apercevoir, le spectateur soit projeté dans de nouvelles situations.

Votre rôle de concepteur de décor est-il, en premier lieu, d'ajouter à l'efficacité dramatique ?

Oui. Pour moi, un décor de théâtre ne doit pas être là comme un poids mort. Un décor doit respirer avec la mise en scène et, pour un opéra, avec la musique. C'est un autre acteur en quelque sorte. Pour tout spectacle -au théâtre, au cinéma- j'ai horreur de sentir que les comédiens flottent dans un décor. J'aime bien qu'ils l'habitent, que le décor respire et que les comédiens respirent avec lui. C'est comme un vêtement.



Un décor de théâtre ne doit pas être comme un poids mort. Il doit respirer avec la musique. En quelque sorte, c'est un autre acteur.

Depuis vingt-cinq ans, vous travaillez avec Patrice Chéreau. Comment se passent les choses quand vous abordez une pièce ?

Dans un premier temps, on en discute. Puis chacun s'en va de son côté. Jusqu'au jour où j'ai mon point de vue et des esquisses à lui présenter. Alors, nous parlons d'un parti à prendre, tant plastique que pour la mise en scène. Et, à un moment donné, je lui parle de la mise en scène et lui me répond décors... Il n'existe pas de frontière dans la relation.

Peut-il exister, comme des chorégraphies pour les ballets, des mises en scènes d'opéras définitives parce que réussies ?

Je ne le pense pas. Il n'y aurait plus aucune joie, plus aucun mystère. Il y a des gens qui possèdent, dans leurs tiroirs, la façon de monter "La Traviata" ou "Don Carlos". Pour ce qui me concerne, à chaque décor, j'ai l'impression de franchir une barre nouvelle, d'avancer. Ce sont des métiers où l'on ne peut que chercher à inventer des formes à partir de racines très profondes, à resculpter dans la forme à chaque fois, pour exprimer quelque chose de propre à soi et se forcer à tordre un peu les habitudes. Pourquoi traillions-nous depuis si longtemps avec

Patrice Chéreau ? C'est parce que nous ne nous faisons pas de cadeaux sur le plan de la création. Et nous serions déçus si nous sentions des concessions de l'un ou de l'autre.

Il n'existe donc pas de perfection en matière d'interprétation d'opéra ?

C'est la même chose dans d'autres formes d'expression artistique. Prenez la peinture. Un certain nombre de thèmes ont été utilisés par des peintres différents. On se dit que chez Rubens, c'est parfait. Et lorsque l'on voit le même sujet repris chez Delacroix, c'est aussi bien.

Vous travaillez en ce moment sur un "Don Giovanni" pour Salzbourg...

Je donnerai une partie des maquettes en juin, l'autre en septembre/octobre pour un spectacle en juillet 1994. J'en suis à la phase d'inquiétude, à changer les idées que j'avais eues pour d'autres. C'est quand on se trouve devant la table de travail que tout se transforme. Là, il ne reste que la feuille de papier à dessin, le livret, la musique et soi.

Aborder "Don Giovanni" doit être vertigineux !

Cela dépend. "Don Giovanni" est tellement dans le répertoire. Je suis persuadé qu'en s'énervant un tout petit peu, on peut faire des décors pour un "Don Giovanni" en quinze jours-trois semaines. On prend acte par acte, les grands moments l'un après l'autre : le château, le cimetière, les masques, le Commandeur. Mais il manquera la force, il manquera l'intérieur. A l'opposé, se demander comment remodeler "Don Giovanni" est très difficile. On a vu tellement de mises en scène et des meilleures : Strehler à la scène, Losey au cinéma... Comment en donner une vision à la fois classique et complètement nouvelle ?

D'avoir travaillé depuis longtemps avec Patrice Chéreau vous interdit-il d'aborder vous-même la mise en scène ?

Je n'en ai pas du tout envie. Je fais autre chose dans la vie que des spectacles. Je fais de l'architecture, de la scénographie pour les musées, j'ai refait le musée de l'Opéra, je me suis occupé de l'exposition du Titien, je dessine des meubles. La mise en scène ne m'intéresse pas personnellement. Mais faire des décors de théâtre est très enrichissant parce que c'est un travail sur l'espace et sur la forme. Je suis un vrai plasticien. La mise en scène, c'est autre chose. Beaucoup de mes confrères font de la mise en scène et, à mon avis, se trompent.

Propos recueillis par J.G.

MAINTENANT !



VOUS, MILITANTS

qui recevez gratuitement "Vendredi" :
apportez-nous votre soutien !
abonnez-vous, abonnez vos amis.

"Vendredi" l'hebdo

Abonnement 1 an : 270 F

DOM-TOM / CE : 400 F

Autres pays : 600 F

Institutions : 500 F

Soutien : ☐ F

VOUS, ELUS

abonnez votre collectivité,
confiez-nous vos petites annonces.

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"

Abonnement 1 an : 350 F

DOM-TOM / CE : 500 F

Autres pays : 700 F

Institutions : 700 F

Soutien : ☐ F

VOUS, SYMPATHISANTS

qui partagez nos idées, nos valeurs :
rejoignez le cercle de nos lecteurs.

C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

A Renvoyer à : "VENDREDI", SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07, ACCOMPAGNE, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHEQUE A L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER A JOINDRE VOTRE BANDE-ADRESSE.

Nom Prénom Adresse

..... Code postal Ville

- ☐ Veuillez abonner de ma part ou
☐ Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement
pendant quelques semaines

- ☐ Veuillez abonner de ma part ou
☐ Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement
pendant quelques semaines

- ☐ Veuillez abonner de ma part ou
☐ Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement
pendant quelques semaines

Nom
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

Nom
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

Nom
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....